



**Lutte contre la traite
des êtres humains :
recueil des résumés
juridiques des arrêts
et décisions
de la Cour européenne
des droits de l'homme**

Traduction cofinancée
par l'Union européenne



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

Traduction cofinancée
par l'Union européenne



**Lutte contre la traite
des êtres humains :
recueil des résumés juridiques
des arrêts et décisions
de la Cour européenne
des droits de l'homme**

Edition arabe

(مكافحة الاتجار بالبشر: مجموعة ملخصات قانونية لأحكام وقرارات صادرة عن المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان)

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, tant que l'intégrité du texte est préservée, que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, ne donne pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, à la portée et au contenu de ce texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit: "© Conseil de l'Europe, année de publication". Pour toute autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document, veuillez vous adresser à la Direction de la communication, Conseil de l'Europe - F-67075 Strasbourg Cedex), ou à publishing@coe.int

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée au service de la dignité humaine et de l'égalité de genre, Direction générale de la démocratie - Conseil de l'Europe F-67075 Strasbourg Cedex France

Courriel : cooperation.sud.DGII@coe.int

Conception de la couverture et mise en page: JOUVE- France

Photos : Conseil de l'Europe © Shutterstock

Editions du Conseil de l'Europe

<http://book.coe.int/fr/>

Conseil de l'Europe, novembre 2020

Imprimé aux ateliers du Conseil de l'Europe

Cette brochure a été produite dans le cadre du Partenariat de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc 2018-2021, avec le soutien du Liechtenstein, de la Norvège et de l'Espagne, ainsi que de celui du programme conjoint « Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le sud de la Méditerranée » (Programme Sud II), financé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, et mis en œuvre par ce dernier.

La sélection de résumés juridiques des arrêts et décisions et la révision éditoriale a été faite avec la permission du Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme. Cette brochure ne reflète pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, ni celle de l'Union européenne.

Table des matières

Avant-propos	5
Résumé juridique de l'arrêt Chowdury et autres c. Grèce (21884/15)	7
Résumé juridique de l'arrêt J. et autres c. Autriche (58216/12)	12
Résumé juridique de l'arrêt L.E. c. Grèce (71545/12)	16
Résumé juridique de l'arrêt M. et autres c. Italie et Bulgarie (40020/03)	19
Résumé juridique de l'arrêt Rantsev c. Chypre et Russie (25965/04)	22
Résumé juridique de l'arrêt S.M. c. Croatie (60561/14)	29
Résumé juridique de la décision TAS c. Belgique (44614/06)	35

Avant-propos

Ce recueil présente une compilation, en français et en arabe, de résumés juridiques des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

Ces arrêts se fondent notamment sur la Convention européenne des droits de l'homme, dont l'article 4 interdit aux Etats parties de pratiquer l'esclavage et le travail forcé, ainsi que sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui considère que celle-ci constitue une violation des droits de la personne humaine et une atteinte à la dignité et à l'intégrité de l'être humain.

Le présent recueil de jurisprudence est destiné aux professionnels du droit – procureurs, juges et avocats – chargés d'affaires en matière de traite des êtres humains. Il servira également de base de travail à d'autres acteurs, universitaires et organisations non gouvernementales notamment, œuvrant dans ce domaine.

Instituée en 1959, la Cour européenne des droits de l'homme¹ est une juridiction internationale compétente pour statuer sur des requêtes individuelles ou étatiques alléguant des violations des droits civils et politiques énoncés par la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les 47 pays membres du Conseil de l'Europe. Les individus peuvent porter plainte pour violation des droits de l'homme devant la Cour de Strasbourg dès lors que toutes les voies de recours ont été épuisées dans l'Etat membre concerné.

Depuis 1998, la Cour européenne des droits de l'homme siège en permanence à Strasbourg et peut être saisie directement par les particuliers. La Cour a examiné des centaines de milliers de requêtes depuis sa création. Ses arrêts, qui sont obligatoires pour les Etats concernés, conduisent les gouvernements à modifier leur législation et leurs pratiques administratives dans de nombreux domaines.

¹ www.echr.coe.int

Résumé juridique de l'arrêt Chowdury et autres c. Grèce (21884/15)

Arrêt 30.3.2017 [Section I]

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Article 4-2

Travail forcé

Réaction insuffisante des autorités à une situation de traite d'êtres humains résultant de l'exploitation de la vulnérabilité d'ouvriers migrants sans permis : *violation*

En fait – Les requérants sont 42 ressortissants du Bangladesh. Sans permis de travail ni de séjour en Grèce, ils furent recrutés en 2012-2013 comme ouvriers agricoles saisonniers. Contre la promesse d'un salaire de 22 EUR par jour, et dans des conditions d'hébergement indignes, ils travaillaient avec des horaires exténuants sous l'œil de contremaîtres armés.

Des grèves ayant éclaté après plusieurs mois d'impayés, les patrons répliquèrent par des menaces et le recrutement de nouveaux migrants bangladais. Le 17 avril 2013, un de leurs gardes fit feu contre une centaine d'ouvriers qui réclamaient leur salaire, blessant grièvement une partie des requérants.

Des poursuites furent ouvertes contre les employeurs, le tireur et un contremaître. Outre les atteintes corporelles graves, le procureur soutint l'accusation de traite d'êtres humains (article 323A du code pénal). Une partie des requérants (tous parmi les blessés) se virent reconnaître par le parquet la qualité de victimes de traite et participèrent au procès.

En juillet 2014, la cour d'assises prononça des peines d'emprisonnement au titre des blessures mais écarta la qualification de traite d'êtres humains, au motif que les requérants s'étaient engagés volontairement et sans perdre la liberté de mouvement leur permettant de quitter l'employeur. Le procureur près la Cour de cassation refusa de former un pourvoi.

L'autre groupe de requérants (les non-blessés) fut absent du procès d'assises. En mai 2013, ils avaient à leur tour porté plainte en demandant à ce que la qualité de victimes de traite leur soit reconnue aussi : en août 2014, le procureur refusa, au motif que leur retard à se manifester jetait le doute sur leur présence au moment des faits.

Devant la Cour européenne, les requérants, qui estiment avoir été victimes d'un travail forcé ou obligatoire, dénonçaient un manque de réaction des autorités.

En droit – Article 4 § 2

a) *Applicabilité* – La notion de traite ne se limite pas à l'exploitation sexuelle. L'exploitation du travail constitue une des formes d'exploitation visées par la

définition de la traite des êtres humains donnée par l'article 4 a) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains ([Convention anti-traite](#)) ce qui met en évidence la relation intrinsèque entre le travail forcé ou obligatoire et la traite des êtres humains. La même idée apparaît clairement dans l'article du code pénal appliqué en l'occurrence.

Le consentement préalable de la victime n'est pas suffisant pour exclure de qualifier un travail de « travail forcé ». Lorsqu'un employeur abuse de son pouvoir ou tire profit de la situation de vulnérabilité de ses ouvriers afin de les exploiter, ceux-ci n'offrent pas leur travail de plein gré. La question de savoir si une personne offre son travail de plein gré est une question factuelle qui doit être examinée à la lumière de toutes les circonstances pertinentes d'une affaire.

En l'espèce, les requérants avaient commencé à travailler alors qu'ils se trouvaient dans une situation de vulnérabilité, en tant que migrants en situation irrégulière dépourvus de ressources et courant le risque d'être arrêtés, détenus et expulsés. Ils se rendaient sans doute compte que, s'ils arrêtaient de travailler, ils ne toucheraient jamais leurs arriérés de salaire, qui s'accumulaient au fil des jours.

À supposer même que, au moment de leur embauche, les requérants aient offert leur travail de plein gré et qu'ils aient cru en toute bonne foi que leur salaire leur serait payé, le comportement de leurs employeurs (menaces et violences, notamment en réponse aux demandes de paiement des salaires) montre que la situation a changé par la suite.

Certes, les requérants n'étaient pas dans un état de servitude. Toutefois, leurs conditions de travail permettent clairement de considérer que leur situation était constitutive de travail forcé et de traite d'êtres humains, telle que définie par l'article 3 a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée ([Protocole de Palerme](#)) et l'article 4 de la Convention anti-traite.

Conclusion : article 4 applicable (unanimité).

b) *Respect des obligations* – Les motifs ci-après amènent la Cour à conclure que l'État défendeur n'a pas rempli ses obligations positives en matière de traite d'êtres humains (prévenir la situation de traite, protéger les victimes, enquêter de manière effective, et sanctionner les responsables).

La Cour s'inspire de la Convention anti-traite, et de la manière dont l'interprète le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains ([GRETA](#)).

i. *Mise en place d'un cadre juridique et réglementaire approprié* – Pour l'essentiel, cette obligation est remplie. La Grèce avait notamment ratifié ou signé, bien avant les faits de la présente affaire, les principaux instruments internationaux (dont le Protocole de Palerme, de décembre 2000, et la Convention anti-traite, du 16 mai 2005) et transposé le droit pertinent de l'Union européenne dans le code pénal et le code de procédure pénale, tant pour le volet répressif que pour la protection des victimes.

ii. *Mesures opérationnelles* – La Convention anti-traite préconise à la fois : des mesures de prévention (renforcer la coordination au plan national entre les différentes instances chargées de la lutte contre la traite et décourager la demande, y compris par des contrôles aux frontières) ; et des mesures de protection (faciliter l'identification des victimes par des personnes qualifiées et assister les victimes dans leur rétablissement physique, psychologique et social).

En l'espèce, cette obligation n'a pas été remplie : alors que la situation locale était de longue date connue des autorités (un rapport du médiateur de la République les avait alertées dès 2008), leur réaction n'a été que ponctuelle et aucune solution générale n'a été apportée sur place.

iii. *Effectivité de l'enquête et de la procédure judiciaire* – En matière d'exploitation, les autorités de poursuite et les autorités judiciaires doivent tirer toutes les conséquences découlant de l'application des textes répressifs pertinents, dans la mesure de leurs compétences respectives ; et cela en urgence et d'office, dès qu'elles ont connaissance des faits.

En l'espèce, les motifs suivants font conclure que ces obligations n'ont pas été remplies.

a) *Quant aux requérants non parties à la procédure devant la cour d'assises* – Dès lors qu'il disposait des éléments factuels donnant à penser que ces requérants étaient engagés par les mêmes employeurs et travaillaient dans les mêmes conditions que le groupe de requérants ayant participé à la procédure devant la cour d'assises, le procureur avait le devoir d'enquêter sur leur allégation de traite d'êtres humains et de travail forcé. Or, rien dans la décision de rejet de la plainte n'est de nature à démontrer que le procureur a réellement examiné cet aspect.

En accordant de l'importance au fait que les intéressés avaient tardé à saisir les autorités de police, le procureur a méconnu l'article 13 de la Convention anti-traite, qui prévoit justement un « délai de rétablissement et de réflexion » d'au moins 30 jours pour que la personne concernée ait le temps d'échapper à l'influence des trafiquants et prenne, en connaissance de cause, une décision quant à sa coopération avec les autorités.

Partant, il y a lieu de rejeter l'exception d'absence de qualité de « victimes » de ce groupe de requérants et de conclure à l'ineffectivité de l'enquête.

β) *Quant aux requérants parties à la procédure devant la cour d'assises*

Aspect répressif – Les défendeurs accusés de « traite d'êtres humains » ont été acquittés sur la base d'une interprétation étroite semblant confondre la traite avec la servitude. Or la restriction de la liberté de mouvement, qui touche non pas à la fourniture du travail en soi mais plutôt à certains aspects de la vie de la victime, n'est pas une condition sine qua non pour qualifier une situation de travail forcé ou même de traite.

Ensuite, le procureur près la Cour de cassation a refusé, sans aucune motivation, de former un pourvoi contre l'arrêt d'acquiescement.

Par ailleurs, même au titre du dommage corporel grave, la peine de réclusion prononcée a été convertie en une sanction pécuniaire de 5 EUR par jour de détention.

Aspect indemnitaire – L'article 15 de la Convention anti-traite fait obligation aux États contractants de prévoir, dans leur droit interne, le droit pour les victimes à être indemnisés par les auteurs de l'infraction ainsi que de prendre des mesures afin d'établir un fonds d'indemnisation.

Or en l'espèce, même au titre du dommage corporel grave, la réparation civile fixée par la cour d'assises n'a pas dépassé 43 EUR par ouvrier blessé.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : La difficulté d'évaluer le dommage matériel constitué par les salaires non versés et la décision de la cour d'assises conduit la Cour à fixer en équité une somme globale couvrant à la fois le dommage matériel et le préjudice moral : 16 000 EUR à chacun des requérants ayant participé à la procédure devant la cour d'assises et 12 000 EUR à chacun des autres, pour l'ensemble des préjudices subis.

(Voir les fiches thématiques [Traite des êtres humains](#) et [Esclavage, servitude et travail forcé](#))

Lien vers le résumé juridique : [https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:\[%22002-11432%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22002-11432%22]})

**Résumé juridique
de l'arrêt J. et autres
c. Autriche
(58216/12)**

Arrêt 17.1.2017 [Section IV]

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Décision du parquet de clore l'enquête sur des infractions en matière de traite d'êtres humains qui auraient été commises à l'étranger par des étrangers : *non-violation*

En fait – Les requérantes, des ressortissantes philippines, furent recrutées aux Philippines pour travailler pour différentes familles à Dubaï en tant qu'employées de maison ou nourrices. En juillet 2010, elles accompagnèrent leurs employeurs en Autriche. Pendant leur séjour, elles quittèrent les familles et portèrent plainte auprès de la police autrichienne, alléguant avoir été victimes de traite d'êtres humains et de travail forcé. Le parquet décida ultérieurement de clore l'enquête au motif que les infractions avaient été commises à l'étranger par des étrangers. Aucune infraction n'avait été commise en Autriche. Le tribunal pénal régional confirma la décision du parquet.

Devant la Cour européenne, les requérantes, qui s'estimaient victimes de traite d'êtres humains, se plaignaient que les autorités autrichiennes n'avaient pas satisfait à leurs obligations positives découlant du volet procédural de l'article 4.

En droit – Article 4 : L'affaire soulève deux questions. Il y a lieu de rechercher premièrement si les autorités autrichiennes ont rempli leurs obligations positives d'identifier les requérantes en tant que victimes potentielles de traite d'êtres humains et de leur fournir une assistance, et deuxièmement si elles ont satisfait à leur obligation positive de mener une enquête sur les infractions alléguées.

a) *Obligations positives d'identifier les requérantes en tant que victimes potentielles de traite d'êtres humains et de leur fournir une assistance* – Dès que les requérantes se sont adressées à la police, elles ont immédiatement été considérées comme des victimes potentielles de traite d'êtres humains. Elles ont été entendues par des policiers spécialement formés, leur séjour en Autriche a été régularisé par la délivrance de permis de séjour et de travail et il a été interdit au service central d'état civil de divulguer leurs informations personnelles afin qu'il fût impossible pour le public de les retrouver. Dans le cadre de la procédure interne, les requérantes ont bénéficié de l'aide d'une ONG qui était subventionnée par l'État et dont la mission était de venir en aide aux victimes de traite d'êtres humains. Les requérantes ont aussi reçu l'assistance d'un conseil juridique, ainsi que des informations concernant les règles procédurales et une aide visant à faciliter leur intégration en Autriche. Le dispositif juridique et administratif en place en Autriche en matière de protection des victimes potentielles de traite d'êtres humains apparaît suffisant. De plus, les autorités autrichiennes ont pris toutes les mesures que l'on pouvait raisonnablement attendre d'elles dans les circonstances de la cause.

b) *Obligation positive de mener une enquête sur les allégations de traite d'êtres humains* – Après que les requérantes eurent livré leurs déclarations à la police, le parquet a ouvert une enquête. Celle-ci a été close, car le parquet était d'avis que l'infraction qui était reprochée aux employeurs des requérantes et qui aurait eu lieu en Autriche n'entrait pas dans le champ d'application des dispositions juridiques pertinentes. Selon le parquet, l'infraction alléguée de traite d'êtres humains avait été commise à l'étranger, les accusés étaient des étrangers et il n'y avait pas d'intérêt autrichien en jeu. Le tribunal pénal régional a confirmé la décision de clore l'enquête, précisant qu'il n'y avait pas de raison d'engager des poursuites si, sur la base des conclusions de l'enquête, une condamnation n'était pas plus probable qu'une relaxe, et que le droit international n'imposait pas non plus de poursuivre une enquête ouverte sur les faits qui auraient été commis à l'étranger.

Quant aux obligations positives de l'Autriche, la question qui se pose est celle de savoir si ce pays avait l'obligation d'enquêter sur les infractions prétendument commises à l'étranger et si l'enquête menée sur les faits survenus en Autriche était suffisante. Sous son volet procédural, l'article 4 n'impose pas aux États d'assumer une compétence universelle sur les infractions de traite d'êtres humains commises à l'étranger. [Le Protocole des Nations unies](#) visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants est muet sur la question de la compétence et [la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains](#) exige seulement des États parties qu'ils établissent leur compétence sur les infractions de traite commises sur leur propre territoire ou contre l'un de leurs ressortissants. En l'espèce, l'Autriche n'avait aucunement l'obligation d'enquêter sur le recrutement des requérantes aux Philippines ni sur l'exploitation dont elles auraient fait l'objet aux Émirats arabes unis.

Les requérantes ont pu faire un récit détaillé des faits à des policiers spécialement formés, qui ont recueilli leurs déclarations sur plus de trente pages. Sur la base des faits relatés par les requérantes, les autorités ont conclu que ceux-ci n'étaient pas constitutifs d'une infraction pénale. Étant donné les faits connus des autorités et les éléments de preuve dont celles-ci disposaient, il n'était pas déraisonnable de leur part de considérer que l'infraction en question n'était pas constituée. Ce n'est qu'environ un an après les faits survenus en Autriche que les autorités ont été alertées, alors que les employeurs des requérantes avaient quitté l'Autriche depuis longtemps et étaient vraisemblablement retournés à Dubaï. Les seules autres mesures que les autorités auraient pu prendre auraient été de demander l'entraide judiciaire des Émirats arabes unis, de tenter d'interroger les employeurs des requérantes par la voie de commissions rogatoires ou d'émettre un mandat visant à déterminer où ceux-ci se trouvaient. Cependant, les autorités ne pouvaient pas raisonnablement s'attendre à être en mesure de confronter les employeurs des requérantes aux allégations formulées contre eux, puisqu'il n'existait aucun accord d'entraide judiciaire entre l'Autriche et les Émirats arabes unis. Ces mesures, qui auraient été possibles en théorie, n'auraient apparemment présenté

aucune perspective raisonnable de succès et il n'était donc pas nécessaire de les prendre. Dès lors, l'enquête menée par les autorités autrichiennes dans l'affaire des requérantes était suffisante aux fins de l'article 4 de la Convention.

Conclusion : non-violation (unanimité).

La Cour conclut aussi à l'unanimité à la non-violation de l'article 3 de la Convention. En effet, le critère relatif aux obligations positives que le volet procédural de l'article 3 de la Convention impose aux États est très similaire à celui appliqué sur le terrain de l'article 4. Or, en l'espèce, la Cour a déjà procédé à un examen exhaustif sous l'angle de l'article 4 et elle n'a constaté aucune violation.

(Voir *Rantsev c. Chypre et Russie*, 25965/04, 7 janvier 2010, [Note d'information 126](#) ; *Siliadin c. France*, 73316/01, 26 juillet 2005, [Note d'information 77](#))

Lien vers le résumé juridique : <https://hudoc.echr.coe.int/fre#%22itemid%22:%22002-11502%22>

**Résumé juridique
de l'arrêt L.E.
c. Grèce
(71545/12)**

Arrêt 21.1.2016 [Section I]

Article 4

Obligations positives

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Déficiences dans les suites données à une dénonciation de traite d'êtres humains : *violation*

En fait – La requérante, d'origine nigériane, est entrée en Grèce en 2004 avec l'aide de K.A. contre une promesse de dette de 40 000 EUR. Une fois sur le territoire grec, K.A. lui aurait confisqué son passeport et l'aurait obligée à se prostituer. Elle fut arrêtée à plusieurs reprises pour prostitution et violation des lois sur l'entrée et le séjour des étrangers. En novembre 2006, alors qu'elle était en détention en vue de son expulsion, la requérante déposa plainte contre K.A. et sa conjointe D.J. Pour ce faire, elle reçut l'aide de l'organisation non-gouvernementale Nea Zoi ayant comme objectif le support matériel et psychologique des femmes contraintes à la prostitution, avec laquelle elle était restée en contact depuis environ deux ans. La directrice de Nea Zoi fut entendue et corrobora les dires de la requérante.

En droit – Article 4

a) *Quant à la législation en vigueur à l'époque des faits* – La législation pertinente offrait à la requérante une protection pratique et effective.

b) *Quant à la suffisance des mesures opérationnelles prises pour protéger la requérante* – La date cruciale est celle à laquelle la requérante a affirmé aux policiers être victime de la traite des êtres humains. À partir de cette date, les services policiers ont réagi immédiatement en confiant la requérante au service spécialisé sur la répression de la traite. De plus, la procédure d'expulsion qui était pendante contre la requérante n'a pas été achevée et celle-ci s'est vue attribuer un permis de résidence sur le territoire grec. Enfin, la requérante a reçu la qualification formelle de victime de la traite des êtres humains.

Toutefois, cette qualification n'est intervenue qu'environ neuf mois après la plainte de la requérante, notamment en raison de ce que la déposition de la directrice de Nea Zoi n'a pas été incluse dans le dossier en temps utile en raison de l'inadvertance des autorités policières. Un tel délai ne saurait être qualifié de raisonnable. Cela est d'autant plus vrai que l'omission des autorités compétentes a pu avoir des conséquences négatives sur la situation personnelle de la requérante puisque sa mise en liberté a pu en être retardée. Il s'ensuit que ce retard mis pour reconnaître la requérante en tant que victime de traite a marqué un défaut substantiel quant aux mesures opérationnelles que les autorités pouvaient prendre pour la protéger.

c) *Quant à l'effectivité de l'enquête policière et de la procédure judiciaire* – S'agissant de l'acquiescement de D.J., par un arrêt long de 42 pages et après avoir pris en compte plusieurs témoignages de personnes impliquées dans l'affaire, la cour

d'assises a conclu qu'il n'avait pas été établi que l'accusée forçait la requérante à la prostitution. Il ne saurait être reproché à la cour d'avoir rendu un arrêt arbitraire ou insuffisamment motivé, de telle manière que l'obligation procédurale ressortant de l'article 4 ne soit pas respectée.

S'agissant du caractère adéquat de l'enquête policière, les organes policiers ont réagi avec promptitude à la dénonciation de la requérante et l'investigation initiale a été achevée en temps utile. Toutefois, un certain nombre d'aspects de la procédure ne sont pas satisfaisants.

Tout d'abord, la plainte de la requérante a, dans un premier temps, été rejetée par le procureur qui n'avait pas à sa disposition le témoignage de la directrice de l'organisation Nea Zoi. De plus, les autorités judiciaires compétentes n'ont pas repris de leur propre chef l'examen de la plainte de l'intéressée à la suite de l'inclusion de ce témoignage. C'est la requérante qui a relancé la procédure. Enfin, le procureur n'a ordonné l'engagement des poursuites pénales qu'en juin 2007. Aucune explication n'a été fournie sur cette période d'inactivité de plus de cinq mois. Ces actes ou omissions ont eu comme conséquences l'allongement du délai entre la dénonciation de la situation litigieuse et l'engagement des poursuites pénales contre K.A. et D.J. Or ce délai était crucial pour le prompt avancement de la procédure. En second lieu, un certain nombre de déficiences de l'enquête préliminaire et de l'instruction de l'affaire ont entaché son efficacité. Ainsi, aucune mesure n'a été prise après avoir constaté l'absence de K.A. de l'adresse placée sous surveillance. Or l'intensification de sa recherche paraissait cruciale à ce point de la procédure du fait que D.J., à savoir sa complice présumée, avait déjà été convoquée par la police pour être entendue dans le cadre de l'enquête préliminaire. En troisième lieu, tant la procédure préliminaire que l'instruction ont eu lieu avec des retards considérables pour lesquels aucune explication n'a été avancée.

Enfin, en ce qui concerne notamment K.A., l'auteur principal présumé des actes de traite au détriment de la requérante, il ne ressort pas du dossier que les autorités internes ont pris, à part son inscription dans le fichier des recherches criminelles de la police, d'autres initiatives concrètes pour le repérer et l'amener devant la justice. Ainsi, à titre d'exemple, il ne ressort pas du dossier que les autorités grecques ont établi une coopération et un contact avec les autorités nigérianes dans le but de repérer et arrêter K.A.

Compte tenu de ce qui précède, il y a eu un manque de célérité quant à la prise de mesures opérationnelles en faveur de la requérante et des déficiences à l'égard des obligations procédurales pesant sur l'État grec en vertu de l'article 4 de la Convention.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : 12 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir aussi la fiche thématique [Esclavage, servitude et travail forcé](#))

Lien vers le résumé juridique : <https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22:%5B%222002-10833%22%5D%7D>

Résumé juridique de l'arrêt M. et autres c. Italie et Bulgarie (40020/03)

Arrêt 31.7.2012 [Section II]

Article 4

Article 4-1

Trafic d'êtres humains

Trafic d'une jeune Bulgare en Italie insuffisamment prouvé: *irrecevable*

En fait – Les requérants sont des ressortissants bulgares de souche rom. La première requérante est la fille des deuxième et troisième requérants. En 2003, la famille arriva en Italie, supposément pour y travailler comme domestiques. Là-bas, la fille épousa un ressortissant serbe, peut-être moyennant le versement d'une somme d'argent (plusieurs milliers d'euros) par le futur époux au père de la mariée. Les intéressés affirment que les parents ont été contraints de revenir en Bulgarie tandis que leur fille serait restée en Italie, où elle aurait été maltraitée et forcée de travailler pour son mari. La mère revint en Italie et porta plainte auprès de la police. Des plaintes auraient également été déposées devant différentes autorités bulgares et italiennes. La police effectua une descente dans la maison de l'époux, où elle trouva la première requérante et arrêta plusieurs personnes. Cependant, après avoir conclu que les preuves indiquaient que le mariage était consensuel, les autorités décidèrent de ne pas ouvrir de poursuites.

En droit

Article 3 : La Cour conclut à une violation par l'Italie de l'article 3 sous son volet procédural faute pour les autorités d'avoir conduit une enquête effective sur les allégations de mauvais traitement formulées par la première requérante, mais à l'absence de violation de cette disposition par l'Italie quant au grief tiré par cette même requérante de ce que les autorités italiennes n'eussent pas pris suffisamment de mesures pour obtenir sa libération de sa captivité alléguée.

Article 4 : Les parties au litige ont présenté des versions divergentes quant aux faits et, les autorités italiennes n'ayant conduit aucune enquête, il y avait malheureusement peu d'éléments sur la base desquels statuer. La Cour n'a donc d'autre choix que de se prononcer sur la base des éléments produits par les parties.

a) Grief dirigé contre l'Italie

i) Les circonstances telles qu'alléguées par les requérants: Ces circonstances pourraient conduire à un constat de traite d'êtres humains. Cependant, au vu du dossier, il n'y a pas suffisamment d'éléments permettant d'établir la véracité de cette version. Il s'ensuit que l'allégation faisant état d'un cas de traite d'êtres humains n'a pas été confirmée et que les obligations positives découlant de l'article 4 imposant de sanctionner et poursuivre les auteurs de tels faits dans un cadre légal ou réglementaire adéquat ne peuvent entrer en jeu. Quant à l'obligation de prendre toute mesure appropriée pour soustraire l'intéressée à un risque, la Cour a déjà jugé sur le terrain de l'article 3 que les autorités italiennes avaient pris toutes les mesures requises pour libérer la première requérante de la situation dans laquelle elle se trouvait. Quant à l'obligation procédurale d'enquêter sur les cas éventuels

de traite, la Cour a déjà conclu à une violation de l'article 3, faute pour les autorités italiennes d'avoir conduit une enquête effective en l'espèce. En conséquence, il n'est pas nécessaire d'examiner ce volet de la requête.

Conclusion : irrecevable (défaut manifeste de fondement).

ii) *Les circonstances telles qu'établies par les autorités* : A supposer même que le père de la requérante eût reçu une somme d'argent dans le cadre du mariage supposé, pareille contribution ne peut être qualifiée de rémunération en contrepartie d'un transfert de propriété assimilable à une mise en esclavage. Cette somme pourrait très bien passer pour représenter un présent d'une famille à une autre, une tradition commune à bon nombre de cultures diverses. Aucun élément n'indique non plus que la première requérante ait été tenue en « servitude » ni astreinte à un « travail forcé ou obligatoire ». De plus, les documents médicaux produits, établis postérieurement aux faits, ne suffisent pas à établir au-delà de tout doute raisonnable que la première requérante ait réellement souffert d'une quelconque forme de mauvais traitement ou d'exploitation, conformément à la définition de la notion de trafic d'êtres humains, et le seul versement d'une somme d'argent ne suffit pas à prouver l'existence d'un tel trafic. Rien ne permet de penser que l'union ait été contractée aux fins d'une exploitation, sexuelle ou autre, ou dans un but autre que ceux généralement associés à un mariage traditionnel. Il n'y a pas suffisamment de preuves que l'union ait été imposée à la première requérante, laquelle n'a jamais dit ne pas y avoir consenti et a souligné qu'elle n'avait jamais eu de rapports sexuels forcés. Dès lors, au vu des circonstances telles qu'établies par les autorités, aucune question ne se pose sur le terrain de l'article 4.

Conclusion : irrecevable (défaut manifeste de fondement).

b) *Grief dirigé contre la Bulgarie* – Si un quelconque trafic allégué avait débuté en Bulgarie, la Cour aurait compétence pour rechercher si ce pays a respecté les obligations auxquelles elle pouvait être astreinte de prendre des mesures dans les limites de ses propres attributions et pouvoirs pour protéger la première requérante d'un trafic et enquêter sur la possibilité qu'elle en ait été victime. De plus, en matière de trafic transfrontalier, les Etats membres sont tenus de coopérer efficacement avec les autorités compétentes des autres Etats concernés dans le cadre de l'enquête sur les faits survenus hors de leur territoire. Or, ainsi qu'il a déjà été établi, il n'y a pas eu, au vu du dossier, de trafic d'êtres humains. En outre, les requérants n'ont pas tiré grief d'un défaut d'enquête de la part des autorités bulgares sur un éventuel trafic. Enfin, ces dernières ont prêté assistance aux requérants et, à tout moment, elles sont restées en contact direct et ont coopéré avec les autorités italiennes.

Conclusion : irrecevable (défaut manifeste de fondement). (Voir aussi [Rantsev c. Chypre et Russie](#), no 25965/04, 7 janvier 2010, [Note d'information no 126](#))

Lien vers le résumé juridique : <https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:%22002-6214%22}>

Résumé juridique de l'arrêt Rantsev c. Chypre et Russie (25965/04)

Arrêt 7.1.2010 [Section I]

Article 4

Article 4-1

Trafic d'êtres humains

Trafic d'êtres humains: *article 4 applicable*

Absence de mise en place, par les autorités chypriotes, d'un dispositif adapté à la lutte contre le trafic d'êtres humains et de mesures concrètes en vue de la protection des victimes: *violation*

Manquement de la Russie à son obligation de mener une enquête effective sur le recrutement d'une jeune femme par des trafiquants sur son territoire: *violation*

Article 1

Juridiction des états

Etendue de la compétence de la Cour dans les affaires mettant en cause un trafic international d'êtres humains

Article 2

Article 2-1

Enquête efficace

Carences des autorités chypriotes dans la conduite d'une enquête sur un homicide, tenant en particulier au refus de recueillir des éléments de preuve demandés par un Etat étranger en application d'une convention internationale d'assistance mutuelle: *violation*

En fait – La fille du requérant, Mlle Rantseva, une ressortissante russe, est décédée dans des circonstances non élucidées après avoir chuté d'une fenêtre d'une propriété privée à Chypre en mars 2001. Elle arriva à Chypre quelques jours auparavant munie d'un visa d'« artiste de cabaret », mais quitta son logement et son travail peu après avoir commencé celui-ci, laissant une note indiquant qu'elle souhaitait repartir en Russie. Après l'avoir retrouvée dans une discothèque à Limassol quelques jours plus tard, le gérant du cabaret l'emmena au commissariat vers 4 heures, demandant qu'elle fût déclarée immigrée illégale et incarcérée. La police prit contact avec les autorités de l'immigration, qui lui donnèrent pour instruction de ne pas mettre en détention Mlle Rantseva et indiquèrent que son employeur, qui en avait la responsabilité, devait l'accompagner hors du commissariat et la conduire au bureau de l'immigration à 7 heures. Le gérant du cabaret repartit avec Mlle Rantseva vers 5 h 20 et l'emmena dans un appartement privé, où il resta lui aussi. Elle fut retrouvée morte vers 6 h 30 dans la rue en bas de cet appartement, à la balustrade du balcon duquel un couvre-lit avait été attaché.

Une information judiciaire conduite à Chypre conclut que Mlle Rantseva était morte dans des circonstances ressemblant à un accident alors qu'elle tentait de s'échapper de l'appartement où elle se trouvait, mais qu'il n'y avait aucune preuve de fait délictueux. A la suite d'une nouvelle autopsie conduite après le rapatriement du corps en Russie, les autorités russes estimèrent que le verdict prononcé à l'issue de cette information était insatisfaisant, mais les autorités chypriotes déclarèrent que celui-ci était définitif et refusèrent d'ouvrir le moindre complément d'enquête tant que leurs homologues russes n'auraient pas prouvé l'existence d'activités criminelles. Les autorités russes et chypriotes n'ont pris aucune mesure pour interroger les deux jeunes femmes résidant en Russie qui, selon le requérant, avaient travaillé avec sa fille au cabaret et pouvaient témoigner de l'exploitation sexuelle qui y sévissait.

En avril 2009, les autorités chypriotes ont présenté une déclaration unilatérale dans laquelle elles reconnaissent avoir méconnu les articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la Convention, proposaient d'indemniser le requérant et indiquaient que des experts indépendants avaient été désignés pour faire la lumière sur les circonstances du décès de Mlle Rantseva ainsi que sur ses activités professionnelles et son séjour à Chypre.

Le médiateur chypriote, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et le Département d'Etat des Etats-Unis ont publié des rapports faisant état de l'essor de la traite des êtres humains à Chypre à des fins d'exploitation sexuelle commerciale et du rôle facilitateur joué dans ce trafic par le milieu des cabarets et par les visas d'« artiste ».

En droit – Article 37 § 1 : la Cour rejette la demande formée par le gouvernement chypriote tendant à ce que l'affaire soit rayée de son rôle. Compte tenu de la gravité particulière des allégations en l'espèce, de l'acuité du problème que représente la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle à Chypre et de la rareté de la jurisprudence sur la question de l'interprétation et de l'application de l'article 4 de la Convention à ces méfaits, elle juge que le respect des droits de l'homme en général lui impose de poursuivre l'examen de l'affaire et ce, malgré la déclaration unilatérale reconnaissant des violations de la Convention.

Conclusion : non-radiation du rôle (unanimité).

Article 1 : *Compétence* ratione loci – La Cour rejette l'exception soulevée par le gouvernement russe selon laquelle les faits évoqués dans la requête échappent à la juridiction de la Fédération de Russie et, dès lors, n'engagent pas la responsabilité de celle-ci. Le trafic allégué d'êtres humains ayant commencé en Russie, la Cour a compétence pour examiner dans quelle mesure cet Etat aurait pu prendre des mesures dans les limites de sa propre souveraineté territoriale pour protéger la fille du requérant des trafiquants et pour enquêter non seulement sur les allégations de trafic mais aussi sur les circonstances ayant conduit à son décès, notamment en interrogeant les témoins résidant en Russie.

Conclusion : exception préliminaire rejetée (unanimité).

Article 2 : a) *A l'égard de Chypre – i. Volet matériel* : nul ne conteste que les victimes de traite et d'exploitation d'êtres humains sont souvent contraintes de vivre et de travailler dans des conditions déplorables et peuvent se faire maltraiter par leurs employeurs, mais un risque général de mauvais traitement et de sévices ne saurait constituer une menace réelle et immédiate pour la vie. En l'espèce, même si la police aurait dû savoir que Mlle Rantseva pouvait être victime d'un trafic de ce type, rien n'indiquait que, alors qu'elle se trouvait au commissariat, pareille menace eût existé ni que la police eût pu prévoir la série particulière d'événements qui ont conduit à son décès lorsqu'elle l'a remis entre les mains du gérant du cabaret. Il n'y avait donc aucune obligation de prendre des mesures concrètes afin de prévenir un danger pour la vie.

Conclusion : non-violation (unanimité).

ii. *Volet procédural* : l'enquête menée par les autorités chypriotes sur le décès a été insuffisante à un certain nombre d'égards : des divergences entre les dépositions n'ont pas été élucidées, des témoins pertinents n'ont pas été interrogés, les faits survenus au commissariat n'ont guère été examinés – pour ce qui est de savoir notamment si des policiers avaient pu être corrompus –, le requérant n'a pas pu participer effectivement à la procédure et les autorités chypriotes ont refusé l'offre d'entraide de leurs homologues russes par le biais de laquelle le témoignage de deux témoins importants aurait pu être recueilli. Sur ce dernier point, la Cour a bien précisé que les Etats membres sont tenus de prendre toute mesure nécessaire et possible aux fins d'obtenir des éléments de preuve pertinents, que ceux-ci se trouvent ou non sur leurs territoires, en particulier dans un cas comme celui-ci où les deux Etats concernés sont parties à une Convention d'entraide judiciaire en matière pénale.

Conclusion : violation (unanimité).

b) *A l'égard de la Russie – Volet procédural* : l'article 2 n'impose pas au droit pénal des Etats membres de leur donner une compétence universelle lorsque l'un de leurs ressortissants décède hors de leurs territoires. Les autorités russes n'étaient donc tenues par aucune obligation autonome d'enquêter sur le décès de Mlle Rantseva à Chypre. Quant au devoir d'entraide judiciaire qui incombait à la Russie, en tant qu'Etat sur le territoire duquel les preuves se trouvaient, à l'égard de l'Etat enquêteur (Chypre), les autorités russes n'avaient pas, en l'absence de demande formulée à cette fin par leurs homologues chypriotes, l'obligation de recueillir de leur propre initiative le témoignage des deux témoins russes. Enfin, même si le requérant se plaint de ce que les autorités russes n'aient pas demandé l'ouverture d'une action pénale, la Cour relève que, à maintes reprises, elles ont fait grand usage des possibilités offertes par les accords pertinents d'entraide judiciaire afin d'inciter leurs homologues chypriotes à agir.

Conclusion : non-violation (unanimité).

Article 4 : a) *Applicabilité* – En réponse à l'exception soulevée par le gouvernement russe selon laquelle le grief fondé sur l'article 4 est irrecevable *ratione materiae*

s'il n'y a pas esclavage, servitude ou travail forcé ou obligatoire, la Cour relève que le trafic d'êtres humains est un phénomène mondial qui a connu un essor significatif ces dernières années. La conclusion, en 2000, du protocole des Nations Unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (« le protocole de Palerme ») et, en 2005, de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains montre que le caractère généralisé de ce phénomène et la nécessité de prendre de mesures pour lutter contre celui-ci sont de plus en plus reconnus à l'échelon international. Il y a donc lieu d'examiner dans quelle mesure ce type de trafic peut être considéré en lui-même comme contraire à l'esprit et au but de l'article 4. De par sa nature et son objectif même, la traite des êtres humains suppose l'exercice de pouvoirs comparables au droit de propriété. Les trafiquants voient l'être humain comme un bien qui se négocie et qui est affecté à des travaux forcés, souvent sans être payé ou avec une faible rémunération, surtout dans le commerce du sexe mais aussi dans d'autres domaines. Ils doivent surveiller étroitement les activités des victimes qui travaillent et vivent dans de mauvaises conditions et qui, souvent, ne peuvent se rendre où elles le veulent, et recourir contre elles à la violence et aux menaces. Il ne fait aucun doute que ce trafic porte atteinte à la dignité humaine et aux libertés fondamentales de ses victimes et ne saurait passer pour compatible avec une société démocratique et avec les valeurs consacrées dans la Convention. Ayant l'obligation d'interpréter la Convention à la lumière des conditions de vie actuelles, la Cour juge inutile d'examiner si le traitement dénoncé par le requérant est synonyme d'« esclavage », de « servitude » ou de « travail forcé ou obligatoire ». Au contraire, tel que défini par l'article 3 a) du protocole de Palerme et par l'article 4 a) de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, ce trafic relève par lui-même du champ d'application de l'article 4 de la Convention européenne.

Conclusion : exception préliminaire rejetée (unanimité).

b) *Fond – Obligations positives* : les dispositions du protocole de Palerme et de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains montrent clairement que, pour les Etats contractants, seule une combinaison de mesures peut être efficace pour lutter contre ce phénomène. Il en résulte une obligation positive de prendre des mesures pour prévenir la traite des êtres humains, d'en protéger les victimes réelles et éventuelles, et de poursuivre et réprimer les responsables. Sur ce dernier point, ce trafic a pour particularité dans bien des cas de ne pas se limiter au territoire d'un seul Etat. Les victimes passent souvent d'un Etat à un autre. Les preuves et témoins pertinents sont parfois disséminés sur le territoire de plusieurs Etats. Pour cette raison, outre l'obligation de conduire une enquête interne sur les faits survenus sur leur propre territoire, les Etats membres ont également le devoir, dans les affaires de traite transfrontalière, de coopérer effectivement avec les autres Etats participant aux investigations afin de garantir une riposte transnationale globale à ce trafic dans les pays d'origine, de transit et de destination.

i. *Respect des obligations par Chypre* : Chypre a manqué à deux titres aux obligations que l'article 4 faisait peser sur elle. Premièrement, elle n'a pas mis en place un

dispositif légal et administratif adapté à la lutte contre la traite des êtres humains et, deuxièmement, la police n'a pris aucune mesure concrète appropriée pour en protéger Mlle Rantseva. (Ayant été abordée dans le cadre de ses obligations générales sur le terrain de l'article 2, la question de savoir si les autorités chypriotes se sont acquittées de leur obligation procédurale d'enquêter sur ce trafic n'a pas à être examinée séparément.)

Sur le premier point, bien que, dans sa lettre, la législation nationale en matière de trafic ne semble pas poser problème, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et le médiateur chypriote ont l'un et l'autre critiqué le régime du visa d'« artiste de cabaret », qui attire selon eux un grand nombre de jeunes femmes étrangères à Chypre, où elles risquent de faire l'objet d'un trafic. En outre, s'il est légitime aux fins du contrôle des flux migratoires d'imposer aux employeurs de prévenir les autorités lorsqu'une artiste cesse de travailler pour eux, ce sont les autorités elles-mêmes qui sont chargées d'assurer le respect des obligations en matière d'immigration. Des mesures qui encouragent les propriétaires et gérants de cabarets à surveiller la conduite d'artistes et à en être personnellement responsables sont inacceptables, et la pratique consistant à exiger des propriétaires et gérants de demander une garantie bancaire pour couvrir les futurs coûts éventuels des artistes employés par eux est particulièrement troublante. Ces éléments sont entrés en jeu dans le cas de Mlle Rantseva. Le régime des visas d'artistes ne lui a donc pas offert une protection effective contre le trafic et l'exploitation.

Sur le second point, Chypre avait l'obligation positive de prendre des mesures pour protéger Mlle Rantseva étant donné que des éléments suffisants pouvaient légitimement faire soupçonner la police que cette personne était exposée à un risque réel et immédiat de faire l'objet d'un trafic ou d'une exploitation. La police a été sujette à de multiples carences : elle n'a pas immédiatement fait de plus amples recherches pour savoir si Mlle Rantseva avait fait l'objet d'un trafic, elle a laissé celle-ci entre les mains du gérant du cabaret au lieu de la mettre en liberté et elle a manqué à son obligation légale de protéger la victime.

Conclusion : violations (unanimité).

ii. Respect des obligations par la Russie : la Cour ne constate aucune violation de l'article 4 pour ce qui est de l'obligation positive de mettre en place un dispositif juridique et administratif approprié et de prendre des mesures protectrices. Quant à la nécessité d'une enquête effective en Russie, les autorités de ce pays étaient les mieux à même de conduire pareille enquête sur le recrutement de Mlle Rantseva, qui avait eu lieu en territoire russe. Or il n'y a eu aucune investigation, un manquement d'autant plus grave que cette personne est décédée ultérieurement et que les circonstances de son départ de Russie sont entourées de mystère.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 5 : la détention de Mlle Rantseva au commissariat et son assignation consécutive dans l'appartement constituent une privation de liberté. Bien que

l'on puisse déduire qu'elle avait été initialement mise en détention pour que son statut d'immigrée soit contrôlé, la décision prise par la police, une fois établi que ses papiers étaient en règle, de la maintenir en détention puis de la remettre entre les mains du gérant du cabaret n'avait aucune base légale en droit interne. L'assignation à résidence de Mlle Rantseva dans l'appartement engage elle aussi la responsabilité de Chypre car, même s'il s'agissait d'une propriété privée, cette mesure n'aurait pas pu être prise sans le concours actif de la police. Cette assignation était à la fois arbitraire et irrégulière.

Conclusion : violation par Chypre (unanimité).

Article 41 : Chypre et la Russie tenus de verser, respectivement, 40 000 EUR et 2 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : [https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:\[%22002-1143%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22002-1143%22]})

**Résumé juridique
de l'arrêt S.M.
c. Croatie
(60561/14)**

Arrêt 25.6.2020 [GC]

Article 4

Obligations positives

Enquête effective

Article 4-1

Traite d'êtres humains

Lacunes importantes dans la réponse procédurale apportée par les autorités internes à un grief défendable de traite d'êtres humains et de prostitution forcée étayé par un commencement de preuve : violation

En fait – La requérante déposa une plainte pénale contre un dénommé T.M., un ancien policier, alléguant qu'il l'avait physiquement et psychologiquement contrainte à se prostituer. Le policier fut ensuite inculpé de contrainte d'autrui à la prostitution, à savoir de la forme aggravée de l'infraction d'organisation de la prostitution. En 2013, le tribunal pénal l'acquitta au motif que, s'il avait bien été établi qu'il avait organisé un réseau de prostitution au sein duquel il avait recruté la requérante, il n'avait en revanche pu être démontré qu'il avait contraint cette dernière à se prostituer. Ayant été inculpé uniquement de la forme aggravée de l'infraction d'organisation de la prostitution, il ne pouvait donc pas être reconnu coupable de la forme simple de cette infraction. L'appel formé par le parquet contre cette décision fut rejeté et le recours constitutionnel introduit par la requérante fut déclaré irrecevable.

Dans un arrêt du 19 juillet 2018 (voir la [Note d'information 220](#)), une chambre de la Cour a dit, par six voix contre une, que les autorités de l'État en cause n'avaient pas honoré les obligations procédurales que leur imposait l'article 4. En particulier, la chambre a jugé qu'elles n'avaient ni enquêté de manière approfondie sur toutes les circonstances pertinentes ni évalué l'impact possible du traumatisme psychologique sur la capacité de l'intéressée à relater de manière claire et cohérente les circonstances dans lesquelles elle avait été exploitée.

Le 3 décembre 2018, l'affaire a été renvoyée devant la Grande Chambre à la demande du Gouvernement.

En droit – Article 4 : La Cour a clarifié certains aspects de sa jurisprudence sur la traite des êtres humains pratiquée aux fins de l'exploitation de la prostitution.

Traite des êtres humains et « exploitation de la prostitution » au regard de l'article 4

i. La traite des êtres humains relève du champ d'application de l'article 4. Cela n'exclut toutefois pas la possibilité que, dans les circonstances particulières d'une cause, une forme spécifique de conduite liée à la traite d'êtres humains pose également un problème sous l'angle d'une autre disposition de la Convention ;

ii. Une conduite ou une situation ne peut être qualifiée de problème de traite d'êtres humains relevant de l'article 4 que si les éléments constitutifs de la définition internationale de la traite, tels qu'établis par la [Convention anti-traite](#) et le [Protocole de Palerme](#), sont présents.

L'infraction de traite des êtres humains se compose de trois éléments constitutifs : 1) un acte (ce qui est fait : le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes); 2) des moyens (comment l'acte est commis : par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par l'enlèvement, la fraude, la tromperie, l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre) ; 3) un objectif d'exploitation (pourquoi l'acte est commis : l'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes). La combinaison de ces trois éléments constitutifs est nécessaire pour que l'infraction de traite soit établie à l'égard de victimes adultes.

À ce sujet, sous l'angle de l'article 4, la notion de traite des êtres humains s'applique à toutes les formes de traite d'êtres humains, qu'elles soient nationales ou transnationales et liées ou non à la criminalité organisée ;

iii. La notion de « travail forcé ou obligatoire », au sens de l'article 4, vise à assurer une protection contre des cas d'exploitation grave, comme les cas de prostitution forcée, indépendamment de la question de savoir si, dans les circonstances particulières de la cause, ils se sont produits ou non dans le contexte spécifique de la traite des êtres humains. Pareille conduite peut comporter des éléments permettant de la qualifier de « servitude » ou d'« esclavage » au sens de l'article 4, ou soulever un problème sous l'angle d'une autre disposition de la Convention. Dans ce contexte, la « force » peut couvrir les formes subtiles de comportement de contrainte relevées dans la jurisprudence de la Cour relative à l'article 4 ainsi que dans les documents de l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres textes internationaux ;

iv. Le point de savoir si une situation donnée réunit tous les éléments constitutifs de la « traite des êtres humains » et/ou soulève un problème distinct de prostitution forcée est une question factuelle qui doit être examinée à la lumière de toutes les circonstances pertinentes de l'affaire considérée.

L'étendue des obligations positives incombant aux États en matière de lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution forcée

La nature et la portée des obligations positives découlant de l'article 4 dans le domaine de la traite des êtres humains et de la prostitution forcée ont été exposées de manière exhaustive dans l'arrêt *Rantsev c. Chypre et Russie* : 1) l'obligation de mettre en place un système législatif et administratif interdisant et réprimant la traite, 2) l'obligation, dans certaines circonstances, de prendre des mesures opérationnelles pour protéger les victimes avérées ou potentielles de la traite, et 3) une obligation procédurale d'enquêter sur les situations de traite potentielle. De manière générale, les deux premiers volets des obligations positives peuvent être qualifiés de matériels, tandis que le troisième correspond à l'obligation (positive) « procédurale » qui incombe aux États. Par ailleurs, compte tenu de la proximité conceptuelle entre la traite des êtres humains et la prostitution forcée au regard de l'article 4, la Cour considère que les principes qui sont pertinents dans les affaires de traite des êtres humains trouvent aussi à s'appliquer aux affaires de prostitution forcée.

Les obligations procédurales incombant aux États en matière de lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution forcée

Traditionnellement, depuis l'affaire *Siliadin c. France*, les principes convergents de l'obligation procédurale découlant des articles 2 et 3 de la Convention apportent un éclairage sur la teneur spécifique de l'obligation procédurale imposée par l'article 4. Il n'y a pas de raison de réviser cette approche bien établie. Qui plus est, ces principes trouvent à s'appliquer en conséquence aux cas de prostitution forcée. Comme la Cour l'a souligné dans l'arrêt *Siliadin*, les éventuels vices dans la procédure et le processus décisionnel en cause doivent constituer des lacunes importantes pour poser un problème au regard de l'article 4. Autrement dit, la Cour n'est pas appelée à se prononcer sur des allégations d'erreurs ou d'omissions particulières, mais seulement sur des défaillances importantes, à savoir celles qui sont de nature à affaiblir la capacité de l'enquête à établir les circonstances de l'affaire ou les responsabilités.

Sur le point de savoir si les circonstances de la présente espèce posent un problème au regard de l'article 4 de la Convention

La requérante s'est certes vu attribuer le statut de victime potentielle de la traite, mais cette reconnaissance administrative ne saurait passer pour confirmer que les éléments constitutifs de l'infraction de traite d'êtres humains ont été décelés. Cette question devait être résolue dans le cadre d'une procédure pénale ultérieure. À ce sujet, la Cour tient également à souligner la nécessité de protéger les droits des suspects ou des accusés, en particulier le droit à la présomption d'innocence et les autres garanties d'un procès équitable découlant de l'article 6 de la Convention.

Lorsque le grief de la partie requérante est de nature essentiellement procédurale comme en l'espèce, la Cour doit rechercher si, dans les circonstances de la cause, on peut considérer que celle-ci a présenté un grief défendable de traitement interdit ou s'il existait un commencement de preuve (*prima facie evidence*) tendant à indiquer qu'elle aurait été soumise à pareil traitement. Sur ce point, pour établir si une obligation procédurale est née à l'égard des autorités internes, il y a lieu de s'appuyer sur les circonstances telles qu'elles se présentaient au moment où les allégations en question ont été formulées ou au moment où le commencement de preuve d'un traitement contraire à l'article 4 a été porté à l'attention des autorités, et non sur une conclusion qui aurait été rendue ultérieurement, à l'issue de l'enquête ou de la procédure en cause. Ce principe vaut particulièrement lorsqu'il est allégué que d'importants vices ont entaché les conclusions et la procédure interne en cause.

L'enquête préliminaire conduite par la police sur la base des allégations de prostitution forcée formulées par la requérante donna lieu à une perquisition du domicile de T.M. et à une fouille de sa voiture, lors desquelles la police trouva des préservatifs, deux fusils automatiques ainsi que leurs munitions, une grenade à main et un certain nombre de téléphones mobiles. De plus, cette enquête préliminaire permit d'établir que T.M., qui avait suivi une formation de policier, avait déjà été condamné pour proxénétisme avec recours à la contrainte et pour viol.

Pour en venir aux éléments constitutifs de la traite des êtres humains, il y a lieu de noter que T.M. aurait pris contact avec la requérante sur Facebook et lui aurait promis de lui trouver un emploi, ce qui constitue l'une des méthodes bien connues auxquelles les trafiquants recourent pour recruter leurs victimes. De plus, les allégations formulées par la requérante selon lesquelles T.M. avait adopté les dispositions nécessaires pour qu'elle pût fournir des services sexuels tarifés, à savoir qu'il avait trouvé un logement et pris d'autres arrangements, évoquent l'élément de l'hébergement, qui est l'un des « actes » constitutifs possibles de la traite. Par ailleurs, concernant les moyens employés, T.M. aurait admis avoir recouru à la force contre la requérante à une occasion et lui avoir prêté de l'argent, ce qui soulève le problème de l'existence éventuelle d'une servitude pour dette. Enfin la situation personnelle de la requérante donne assurément à penser que celle-ci appartenait à une catégorie vulnérable tandis que la position et l'histoire de T.M. tendent à indiquer qu'il était en mesure d'exercer une domination sur l'intéressée et d'abuser de sa vulnérabilité à des fins d'exploitation de la prostitution.

En résumé, la requérante a présenté un grief défendable de traitement contraire à l'article 4 de la Convention – traite des êtres humains et/ou prostitution forcée – et il existait un commencement de preuve tendant à indiquer qu'elle aurait été soumise à pareil traitement.

Respect de l'obligation procédurale découlant de l'article 4 de la Convention

Les autorités de poursuite ont réagi avec promptitude aux allégations de la requérante, mais elles ont négligé dans leur enquête certaines pistes évidentes qui auraient permis de faire la lumière sur les circonstances de l'affaire et sur la véritable nature de la relation qui existait entre les deux parties. Malgré l'existence d'éléments laissant penser que T.M. était passé par Facebook pour recruter la requérante puis pour la menacer après qu'elle l'eut quitté, les autorités ont omis d'inspecter leurs comptes respectifs, alors qu'elles auraient ainsi pu déterminer la véritable nature de leurs premiers contacts et de leurs relations, et en particulier définir si ces menaces impliquaient un recours à la contrainte de la part de T.M. Elles ne se sont pas efforcées de recueillir le témoignage des parents de la requérante, alors que la mère avait apparemment déjà eu des contacts et des problèmes avec T.M., ce que celui-ci aurait du reste ultérieurement utilisé pour faire pression sur la requérante et la menacer. Les autorités de poursuite n'ont jamais non plus cherché à identifier et à entendre les voisins et la propriétaire de l'appartement dans lequel la requérante avait vécu avec T.M., lesquels auraient pu les informer sur la relation qui existait entre la requérante et T.M. et leur dire si l'intéressée se trouvait sous la coupe de T.M. à l'époque considérée. Qui plus est, la propriétaire aurait pu indiquer dans quelles circonstances ce logement avait été loué et qui s'était en réalité occupé de tout le processus de location, ce qui aurait pu contribuer à établir l'existence d'un éventuel acte d'« hébergement » (l'un des éléments constitutifs de la traite des êtres humains). Les personnes susceptibles de livrer des détails sur la manière dont la requérante aurait échappé à T.M. n'ont pas non plus été entendues.

Les autorités de poursuite se sont appuyées dans une large mesure sur les déclarations de la requérante et, de leur fait, la procédure judiciaire subséquente s'est pour l'essentiel résumée à une confrontation entre les allégations de la requérante et les dénégations de T.M., sans que beaucoup d'éléments complémentaires fussent présentés. Sur ce point, comme l'observent les organismes internationaux experts de cette question, diverses raisons peuvent expliquer pourquoi les victimes de la traite des êtres humains et de différentes formes d'abus sexuel sont parfois réticentes à coopérer avec les autorités et à divulguer tous les détails de leur affaire. Dans ce contexte, l'impact éventuel d'un traumatisme psychologique ne doit pas non plus être négligé. Il existe donc un risque de dépendance excessive à l'égard du seul témoignage de la victime, ce qui appelle à clarifier et, si nécessaire, à étayer les déclarations de la victime à l'aide d'autres éléments.

Les multiples lacunes dans la conduite de l'affaire par les autorités de poursuite ont fondamentalement amoindri la capacité des autorités internes, y compris celle des juridictions compétentes, à déterminer la nature véritable de la relation qui existait entre la requérante et T.M. et à établir si celui-ci avait exploité la requérante, comme celle-ci l'alléguait. En résumé, des lacunes importantes ont entaché la réponse procédurale apportée par les autorités internes au grief défendable de traitement contraire à l'article 4 de la Convention formulé par la requérante et au commencement de preuve tendant à indiquer que celle-ci aurait été soumise à pareil traitement.

Conclusion : violation (unanimité).

Article 41 : 5 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir concernant les articles 2 et 3 : *Makaratzis c. Grèce* [GC], 50385/99, 20 décembre 2004, [Note d'information 70](#) ; *Natchova et autres c. Bulgarie* [GC], 43577/98 et 43579/98, 6 juillet 2005, [Note d'information 77](#) ; *Beganović c. Croatie*, 46423/06, 25 juin 2009, [Note d'information 120](#) ; *Denis Vassiliev c. Russie*, 32704/04, 17 décembre 2009, [Note d'information 125](#) ; *Hassan c. Royaume-Uni* [GC], 29750/09, 16 septembre 2014, [Note d'information 177](#) ; *Mocanu et autres c. Roumanie* [GC], 10865/09 et al., 17 septembre 2014, [Note d'information 177](#) ; *Bouyid c. Belgique* [GC], 23380/09, 28 septembre 2015, [Note d'information 188](#) ; *Armani da Silva c. Royaume-Uni* [GC], 5878/08, 30 mars 2016, [Note d'information 194](#) ; et *Hovhannisyan c. Arménie*, 18419/13, 19 juillet 2011, [Note d'information 220](#). Voir aussi concernant l'article 4 : *Siliadin c. France*, 73316/01, 26 juillet 2005, [Note d'information 77](#) ; *Rantsev c. Chypre et Russie*, 25965/04, 7 janvier 2010, [Note d'information 126](#) ; *M. et autres c. Italie et Bulgarie*, 40020/03, 31 juillet 2012, [Note d'information 154](#) ; *C.N. c. Royaume-Uni*, 4239/08, 13 novembre 2012, [Note d'information 157](#) ; *L.E. c. Grèce*, 71545/12, 21 janvier 2016, [Note d'information 192](#) ; *J. et autres c. Autriche*, 58216/12, 17 janvier 2017, [Note d'information 203](#) ; *Chowdury et autres c. Grèce*, 21884/15, 30 mars 2017, [Note d'information 205](#) ; et concernant l'article 6 : *Schatschaschwili c. Allemagne* [GC], 9154/10, 15 décembre 2015, [Note d'information 191](#) ; et la [Convention \(n° 29\) sur le travail forcé de l'OIT](#))
Lien vers le résumé juridique : <https://hudoc.echr.coe.int/fre#%7B%22itemid%22%3A%22002-12883%22%7D>

**Résumé juridique
de la décision TAS
c. Belgique
(44614/06)**

Décision 12.5.2009 [Section II]

Article 1 du Protocole n° 1

Article 1 al. 2 du Protocole n° 1 Réglementer l'usage des biens

Confiscation d'un immeuble ayant servi à la commission d'une infraction liée au trafic d'êtres humains et l'exploitation d'étrangers en situation précaire : *irrecevable*

Le requérant fut poursuivi devant le tribunal correctionnel du chef d'avoir « abusé soit directement, soit par un intermédiaire, de la position particulièrement vulnérable de nombreux étrangers en raison de leur situation administrative, illégale ou précaire, en louant tout bien immeuble, des chambres ou tout autre local dans l'intention de réaliser un profit anormal ». Il fut condamné à une peine d'un an d'emprisonnement ainsi qu'à une amende, et la confiscation des immeubles concernés qui appartenaient au requérant et à son épouse fut ordonnée. La cour d'appel le condamna à une peine de trois ans d'emprisonnement et à une amende et ordonna « la confiscation des chambres et autres locaux donnés en location par le prévenu aux étrangers répertoriés au dossier d'instruction ». Pour arriver à cette conclusion, la cour d'appel releva que la confiscation spéciale visée à l'article 42, 1° du code pénal, autrefois facultative, était rendue obligatoire par l'article 433 terdecies du même code. Pour déterminer la nature et le taux de la peine à appliquer, la cour d'appel prit en considération la gravité et le caractère particulièrement odieux des faits qui traduisaient, dans le chef du prévenu, un mépris inadmissible des valeurs et de la dignité humaines, le caractère purement vénal du comportement du prévenu, la durée de la période infractionnelle ainsi que les lourds antécédents judiciaires du prévenu. La Cour de cassation rejeta son pourvoi.

Irrecevable : La confiscation litigieuse a constitué sans nul doute une ingérence dans la jouissance du droit du requérant au respect de ses biens. Par ailleurs, la confiscation qui a frappé un bien dont les tribunaux avaient constaté l'usage illégal, a eu pour but d'éviter que l'immeuble du requérant soit utilisé pour commettre d'autres infractions et ce, au préjudice de la collectivité. Ainsi, même si la mesure en question a entraîné une privation de propriété, celle-ci relève d'une réglementation de l'usage des biens au sens du second alinéa de l'article 1 du Protocole no 1. Prévue par la loi, cette ingérence poursuivait le but légitime de combattre le trafic d'êtres humains et l'exploitation d'étrangers en situation précaire, ce qui correspond à l'intérêt général. En matière de confiscation des biens ayant été utilisés illégalement, l'équilibre entre ce but et les droits fondamentaux du requérant dépend de maints facteurs et notamment de l'attitude du propriétaire. Il convient donc de rechercher si les autorités belges ont eu égard au degré de faute ou de prudence du requérant ou, pour le moins, au rapport entre sa conduite et l'infraction qui avait eu lieu. De plus, il convient de prendre en compte la procédure qui s'est déroulée dans l'ordre juridique interne pour évaluer si celle-ci offrait au requérant, compte tenu de la gravité de la mesure encourue, une

occasion adéquate d'exposer sa cause aux autorités compétentes, alléguant, le cas échéant, une violation de la légalité ou l'existence de comportements arbitraires ou déraisonnables. A ce titre, on peut d'emblée constater que l'article 433 terdecies alinéa 2 du code pénal rend obligatoire la confiscation des biens formant l'objet de l'infraction dans les cas visés par certains autres articles du même code, qui englobent la répression de ceux qui commettent des infractions telles que celles ayant abouti à la condamnation du requérant en l'espèce. De plus, la confiscation litigieuse n'a pas été décidée en vertu de la compétence discrétionnaire de la douane, mais se situait dans le cadre du droit pénal. Or, dans le cadre d'une confiscation à titre de sanction, il faut que le propriétaire du bien confisqué puisse invoquer son innocence, sans quoi le juste équilibre entre la protection du droit au respect des biens et les exigences de l'intérêt général n'est pas respecté. En l'espèce, le requérant avait été poursuivi devant le tribunal correctionnel de Liège du chef d'avoir « abusé soit directement, soit par un intermédiaire, de la position particulièrement vulnérable de nombreux étrangers en raison de leur situation administrative, illégale ou précaire, en louant tout bien immeuble, des chambres ou tout autre local dans l'intention de réaliser un profit anormal. De plus, la cour d'appel ne s'est pas contentée, à juste titre, d'appliquer de manière automatique l'article 433 terdecies du code pénal dans le cas du requérant mais a longuement motivé sa décision de condamnation tout en soulignant le comportement gravement répréhensible du requérant. Pour déterminer la nature et le taux de la peine à appliquer, la cour d'appel a pris en considération la gravité et le caractère particulièrement odieux des faits qui traduisaient, dans le chef du prévenu, un mépris inadmissible des valeurs et de la dignité humaines, le caractère purement vénal du comportement du prévenu, la durée de la période infractionnelle ainsi que les lourds antécédents judiciaires du prévenu. La cour d'appel a alors ordonné la confiscation des immeubles saisis qui avaient servi à commettre l'infraction, en limitant, toutefois, celle-ci aux chambres et autres locaux donnés en location aux étrangers répertoriés au dossier d'instruction. Enfin, elle a ordonné la restitution des autres pièces à conviction saisies qui l'avaient été pour les seuls besoins de l'enquête.

Dans ces circonstances, compte tenu de la marge d'appréciation qui revient aux Etats lorsqu'ils réglementent « l'usage des biens conformément à l'intérêt général », en particulier dans le cadre d'une politique visant à combattre des phénomènes criminels, l'ingérence dans le droit du requérant au respect de ses biens n'a pas été disproportionnée par rapport au but légitime poursuivi : *défaut manifeste de fondement*.

Lien vers la décision : [https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:\[%22002-1552%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22002-1552%22]})



مكافحة الاتجار بالبشر:
مجموعة ملخصات
قانونية لأحكام وقرارات
صادرة عن المحكمة
الأوروبية لحقوق
الإنسان



مجلس أوروبا هو المنظمة الرئيسية للدفاع عن حقوق الإنسان في القارة الأوروبية. ويضم 47 دولة عضواً، بما في ذلك جميع أعضاء الاتحاد الأوروبي. وقد وقعت جميع الدول الأعضاء في مجلس أوروبا على الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان، وهي معاهدة تهدف إلى حماية حقوق الإنسان والديمقراطية وسيادة القانون. تراقب المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان تنفيذ الاتفاقية في الدول الأعضاء.

www.coe.int



مكافحة الاتجار بالبشر:
مجموعة ملخصات قانونية لأحكام
وقرارات صادرة عن المحكمة الأوروبية
لحقوق الإنسان

يُسمح باستنساخ المقتطفات (حتى 500 كلمة)، باستثناء لأغراض التجارية، طالما تم الحفاظ على سلامة النص، أو عدم استخدام المقتطف خارج السياق، أو عدم تقديم معلومات غير كاملة أو لا يضلل القارئ فيما يتعلق بطبيعة ونطاق ومحتوى هذا النص. يجب دائماً الاستشهاد بالنص الأصلي على النحو التالي: "© مجلس أوروبا، سنة النشر". لأي طلب آخر يتعلق باستنساخ أو ترجمة كل أو جزء من هذه

الوثيقة، يرجى الاتصال بمديرية الاتصالات، مجلس أوروبا
publishing@coe.int، أو إلى F-67075 Strasbourg Cedex -

يجب توجيه جميع المراسلات الأخرى المتعلقة بهذه الوثيقة إلى إدارة الكرامة الإنسانية والمساواة بين الجنسين، المديرية العامة للديمقراطية - مجلس أوروبا
F-67075 Strasbourg Cedex France

البريد الإلكتروني : cooperation.sud.DGII@coe.int

تصميم الغلاف والتصميم : Jouve- فرنسا

الصورة: مجلس أوروبا © Shutterstock

طباعات مجلس أوروبا

F-67075 Strasbourg Cedex

<http://book.coe.int/fr/>

نونبر 2020

طبع داخل مجلس أوروبا

تم إصدار هذا الكتيب في إطار شراكة الجوار لمجلس أوروبا مع المغرب 2018-2021، بدعم من ليختنشتاين والنرويج وإسبانيا، بالإضافة إلى البرنامج المشترك " نحو تعزيز الحكامة الديمقراطية في جنوب المتوسط " (برنامج الجنوب 2). بتمويل من الاتحاد الأوروبي ومجلس أوروبا، وتنفيذ من قبل هذا الأخير.

اختيار الملخصات القانونية للأحكام والمراجعة التحريرية من قبل مجلس أوروبا / المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان. لا يعكس هذا الكتيب بالضرورة الخط الرسمي لمجلس أوروبا / المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، ولا خط الاتحاد الأوروبي.

قائمة المحتويات

5	مقدمة
7	الملخص القانوني لقرار شوديري وآخرون ضد اليونان 21884/15
12	الملخص القانوني لقرار جي وآخرون ضد النمسا 58216/12
16	الملخص القانوني لقرار ل. ه. ضد اليونان 71545/12
19	الملخص القانوني لقرار م وآخرون ضد إيطاليا وبلغاريا 40020/03
22	الملخص القانوني لقرار رانتسيف ضد قبرص وروسيا – 25965/04
28	الملخص القانوني لقرار س. م ضد كرواتيا 60561/14
35	الملخص القانوني لقرارات أ س ضد بلجيكا 44614/06

مقدمة

يقدم هذا الكتيب مجموعة من الملخصات القانونية، باللغتين الفرنسية والعربية، لأحكام صادرة عن المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان في مجال مكافحة الاتجار بالبشر.

وتستند هذه الأحكام بصفة خاصة إلى الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان، التي حُظر بمقتضى مادتها الرابعة على الدول الأطراف ممارسة الرق والعمل الجبري. وكذلك إلى اتفاقية مجلس أوروبا بشأن مكافحة الاتجار بالبشر التي تعتبر هذا الأخير انتهاكا لحقوق الإنسان واعتداء على كرامة الإنسان وسلامته.

هذه المجموعة من الاجتهادات القضائية موجهة للمهنيين القانونيين ويتعلق الأمر بوكلاء النيابة العامة والقضاة والمحامون المكلفون بقضايا الاتجار بالبشر. كما ستشكل قاعدة عمل لفاعلين آخرين يعملون في هذا المجال لاسيما الأكاديميين والمنظمات غير الحكومية على وجه الخصوص.

أنشئت المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان⁽¹⁾ سنة 1959 و هي محكمة ذات اختصاص قضائي دولي للبت في الطلبات الفردية أو طلبات الدول التي تزعم بمقتضاها وقوع انتهاكات للحقوق المدنية والسياسية المنصوص عليها في الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان. و تراقب المحكمة تنفيذ الاتفاقية في 47 بلدا عضوا في مجلس أوروبا. و يمكن للأفراد تقديم شكاية تتعلق بانتهاك حقوق الإنسان أمام محكمة ستراسبورغ ما دامت طرق الطعن قد استنفدت في الدولة العضو المعنية.

و منذ سنة 1998، تعقد المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان جلساتها بصفة دائمة في مقرها بستراسبورغ ويمكن للأفراد اللجوء إليها مباشرة. وقد نظرت المحكمة في مئات الآلاف من الطلبات منذ إنشائها، وقادت قراراتها، الملزمة للدول المعنية، الحكومات إلى تعديل تشريعاتها وممارساتها الإدارية في العديد من المجالات.

الملخص القانوني لقرار
شوديري وآخرون ضد اليونان
21884/15

قرار 2017.3.30 [القسم الأول]

المادة 4 الالتزامات الإيجابية

المادة 4-1 الاتجار بالبشر

المادة 4-2 العمل الجبري

استجابة غير كافية للسلطات بشأن حالة إجّار بالبشر ناجمة عن استغلال هشاشة عمال مهاجرين دون تصريح : انتهاك

الوقائع

الطالبون هم 42 مواطنا من بنغلاديش، بدون تصريح عمل أو تصريح إقامة في اليونان، تم تشغيلهم في 2012-2013 كعمال فلاحين موسميّين، مقابل وعد بأجر قدره 22 يورو في اليوم، في ظروف إقامة غير لائقة، و يعملون لساعات مضمّنية تحت أعين مشرفين مسلّحين.

و قد اندلعت الإضرابات بعد عدة شهور من عدم الأداء، ورد أرباب العمل على ذلك بالتهديد وتشغيل مهاجرين بنغلاديشيين جدد، و في 17 أبريل 2013 أطلق أحد حراسهم النار على مائة عامل يطالبون بأجورهم، ما أدى إلى إصابات خطيرة في صفوف بعض الطالبين، فتم خربك المنايعات ضد المشغلين، مطلق النار و مشرف، و بالإضافة إلى الإيذاء الجسديّ الجسيم أيد وكيل النيابة العامة الاتهام بالإجّار بالبشر (المادة 323 - أ - من القانون الجنائيّ)، و اعترفت النيابة العامة بجزء من الطالبين (جميع المصابين) كضحايا للإجّار وشاركوا في المحاكمة.

و في يوليو 2014، أصدرت محكمة الجنابات عقوبات الحبس عن الإصابات، لكنها استبعدت التكييف الخاص بالإجّار بالبشر، بعلّة أن الطالبين قد التزموا بشكل طوعي دون أن يفقدوا حرية الحركة التي تخولهم ترك المشغل، ورفض وكيل النيابة العامة لدى محكمة النقض تقديم أي الطعن.

وقد غابت المجموعة الأخرى من الطالبين (غير المصابين) عن المحاكمة الجنائية، و في ماي 2013، تقدموا بدورهم بشكاية طالبين الاعتراف بهم أيضا كضحايا للإجّار، و في غشت 2014، رفض وكيل النيابة العامة الطلب المذكور، بعلّة أن تأخرهم بئير الشك في صحة وجودهم وقت الوقائع.

و أمام المحكمة الأوروبية، أبلغ الطالبون، الذين اعتبروا أنهم كانوا ضحايا للعمل القسريّ أو الإجباري، عن عدم استجابة السلطات.

أ) القابلية للتطبيق - لا يقتصر مفهوم الإجار على الاستغلال الجنسي، إذ أن استغلال العمل يمثل أحد أشكال الاستغلال التي يشملها تعريف الإجار بالبشر الوارد في المادة 4 - أ - من اتفاقية مجلس أوروبا لمكافحة الإجار بالبشر (اتفاقية مكافحة الإجار) التي تسلط الضوء على العلاقة الجوهرية بين العمل القسري أو الإجباري والإجار بالبشر. و تظهر نفس الفكرة بوضوح في مادة القانون الجنائي المطبقة في هذه الحالة.

إن الموافقة المسبقة للضحية ليست كافية لاستبعاد تكييف العمل على أنه "عمل جبري". عندما يسيء المشغل استغلال سلطته أو يستغل هشاشة عماله لاستغلالهم، فإنهم لا يعرضون عملهم بحض إرادتهم. ومعرفة ما إذا كان الشخص يعرض عمله طواعية هي مسألة واقع يجب النظر فيها في ضوء جميع الظروف ذات الصلة بالقضية.

و في هذه القضية، شرع الطالبون في العمل غير أنهم كانوا في وضعية هشاشة، باعتبارهم مهاجرين غير شرعيين يفتقرون إلى موارد و يواجهون خطر الإيقاف والاعتقال والطرده. و أدركوا، دون شك، أنهم إذا توقفوا عن العمل، فلن يحصلوا أبدا على متأخرات أجورهم، والتي تراكمت على مر الأيام.

و حتى لو افترضنا أن الطالبين، ساعة تشغيلهم، عرضوا عملهم بشكل رضائي وكانوا يعتقدون بحسن نية بأن أجورهم ستدفع لهم، فإن سلوك مشغليهم (التهديد والعنف، لا سيما عند الرد على طلبات دفع الأجور) بين أن الوضعية تغيرت فيما بعد.

و الأكد أن الطالبين لم يكونوا في حالة عبودية، غير أن ظروف عملهم تدفع بشكل واضح إلى اعتبار وضعيتهم تشكل عملاً جبرياً وإجاراً بالبشر، على النحو المحدد في المادة 3 (أ) من البروتوكول الإضافي لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية (بروتوكول باليرمو) والمادة 4 من اتفاقية مكافحة الإجار.

النتيجة : قابلية المادة 4 للتطبيق (بالإجماع).

ب) احترام الالتزامات - الأسباب أدناه تدفع المحكمة إلى استنتاج عدم وفاء الدولة المدعى عليها بالتزاماتها الإيجابية فيما يتعلق بالإجار بالبشر (منع حالة الإجار، حماية الضحايا، والبحث بشكل فعال، ومعاقبة المسؤولين).

إن المحكمة مستلهمة من اتفاقية مكافحة الإجار، والطريقة التي فسرت بها من طرف فريق الخبراء المعني بمكافحة الإجار بالبشر (GRETA).

أولاً : وضع إطار قانوني وتنظيمي مناسب - أساسا، هذا الالتزام تم استيفائه، لاسيما أن اليونان قد صدقت أو وقعت، قبل وقائع هذه القضية، على الصكوك الدولية الرئيسية (بما في ذلك بروتوكول باليرمو المؤرخ في ديسمبر 2000 واتفاقية مكافحة الإجار المؤرخة في 16 ماي 2005) و أدمجت قانون الاتحاد الأوروبي ذي الصلة في القانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية، سواء بالنسبة للعنصر الزجري أو العنصر الخاص بحماية الضحايا.

ثانيا : التدابير العملية - توصي اتفاقية مكافحة الإجار في ذات الآن بما يلي: تدابير وقائية (تعزيز التنسيق على المستوى الوطني بين مختلف الهيئات المسؤولة عن مكافحة الإجار

وتثبيط الطلب، بما في ذلك مراقبة الحدود)؛ وتدابير الحماية (تسهيل التعرف على الضحايا من قبل أشخاص مؤهلين ومساعدة الضحايا في التعافي البدني والنفسي والاجتماعي).

و في هذه القضية، لم يتم الوفاء بهذا الالتزام، رغم أن الوضع المحلي كان معروفا للسلطات منذ فترة طويلة (تقرير وسيط الجمهورية نبههم سنة 2008). إذ لم تكن استجابتهم في الوقت المناسب و لم يتم التوصل لأي حل عام بصفة فورية.

ثالثا: فعالية البحث والإجراءات القضائية - في المسائل المتعلقة بالاستغلال، يجب على سلطات المتابعة والسلطات القضائية استخلاص جميع النتائج الناشئة عن تطبيق النصوص الجزية ذات الصلة، و ذلك في حدود اختصاصها: بصفة مستعجلة وبشكل تلقائي بمجرد الاطلاع على الوقائع.

وفي هذه القضية، يستنتج من الأسباب التالية أن هذه الالتزامات لم يتم الوفاء بها:

(أ) فيما يتعلق بالطالبيين الذين لم يكونوا أطرافا في المسطرة أمام محكمة الجنايات:

فبمجرد حصول وكيل النيابة العامة على عناصر واقعية تفيد أن هؤلاء الطالبيين كانوا يعملون لدى نفس المشغلين وعملوا في ظل نفس الشروط مثل مجموعة الطالبيين الذين شاركوا في المسطرة أمام محكمة الجنايات، كان يجب عليه البحث في ادعاءاتهم بالاجتار بالبشر والعمل الجبري، إلا أن قرار رفض الشكاية لم يتضمن ما من شأنه إثبات أن وكيل النيابة العامة قام بالفعل بمعالجة هذا الجانب.

و بإيلاء الأهمية اللازمة لواقعة أن العنيتين بالأمر تأخروا في اللجوء للسلطات الشرطية، فقد جاهل وكيل النيابة العامة المادة 13 من اتفاقية مكافحة الاجتار، التي تنص على وجه التحديد على " فترة تعافي و تفكير " لا تقل عن 30 يوما، ليكون للشخص المعني الوقت للهروب من تأثير التجنيد واتخاذ قرار مستنير بشأن تعاونه مع السلطات.

لذا، ينبغي رفض الدفع المتعلق بعدم وجود صفة " ضحايا " لهذه المجموعة من الطالبيين، ويستنتج عدم فعالية البحث.

(ب) بالنسبة للطلالبيين الأطراف في المسطرة أمام محكمة الجنايات:

الجانب الجزري - تمت ثبوت المدعى عليهم المتهمين " بالاجتار بالبشر " على أساس تفسير ضيق، يبدو أنه خلط بين الاجتار والاسترقاق. ومع ذلك، فإن تقييد حرية الحركة، الذي يؤثر ليس فقط على أداء العمل في حد ذاته بل بالأحرى في جوانب معينة من حياة الضحية، ليس شرطا لازما لتكثيف حالة معينة على أنها عمل جبري أو حتى اجتار.

و بعد ذلك، رفض وكيل النيابة لعامة لدى محكمة النقض الطعن في قرار البراءة دون أي تعليل.

زد على ذلك، فإنه حتى بالنسبة للإصابات الجسدية الخطيرة، تم تحويل عقوبة السجن المحكوم بها إلى عقوبة مالية بقيمة 5 يورو لكل يوم اعتقال.

الجانب التعويضي - تلزم المادة 15 من اتفاقية مكافحة الاجتار الدول المتعاقدة بأن تنص، في قانونها الداخلي، على حق الضحايا في التعويض من مرتكبي الجريمة و اتخاذ التدابير من أجل

إنشاء صندوق للتعويضات. إلا أنه في إطار هذه القضية، فإن التعويض المدني المحدد من طرف محكمة الجنايات لم يتجاوز حتى بالنسبة للإيذاء الجسدي الخطير 43 يورو لكل عامل مصاب.

النتيجة : وجود انتهاك (بالإجماع).

المادة 41 : أفضت صعوبة تقييم الضرر المادي الذي يتكون من الأجرور الغير مدفوعة وقرار محكمة الجنايات إلى قيام المحكمة، بشكل منصف، بتحديد مبلغ إجمالي يغطي كلا من الضرر المادي والضرر المعنوي : 16000 يورو لكل واحد من الطالبين الذين شاركوا في المسطرة أمام محكمة الجنايات و 12000 يورو لكل واحد من الآخرين، عن جميع الأضرار التي لحقت بهم.

انظر الأوراق الموضوعاتية بشأن الاتجار بالبشر والرق والعبودية والعمل الجبري).

رابط الملخص القانوني :

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22%3A%22001-184740%22%7D>

الملخص القانوني لقرار
جي وآخرون ضد النمسا
58216/12

قرار 1.17.2017 [القسم الرابع]

المادة 4 الالتزامات الإيجابية

المادة 4-1 الاتجار بالبشر

قرار النيابة العامة بإيقاف البحث في جرائم الاتجار بالبشر ارتكبتها أجنب في الخارج : عدم الانتهاك

الوقائع :

الطالبات، مواطنات فيليبينيات، تم تشغيلهن في الفيليبين للعمل لدى عائلات مختلفة بدبي كخادمات منازل أو مرييات. و في يوليو 2010 رافقن مشغليهن إلى النمسا. و أثناء إقامتهن، غادرن العائلات و تقدمن بشكاية لدى الشرطة النمساوية و ادعين تعرضهن للاتجار بالبشر و العمل الجبري. وقررت النيابة العامة في وقت لاحق إيقاف البحث بعله أن الجرائم ارتكبتها أجنب في الخارج و لم ترتكب أي جريمة في النمسا و أبدت المحكمة الجنائية الجهوية قرار النيابة العامة.

أمام المحكمة الأوروبية، اشتكت الطالبات، اللاتي اعتبرن أنفسهن ضحايا للاتجار بالبشر، من أن السلطات النمساوية لم تف بالالتزامات الإيجابية الناشئة عن الجانب المسطري للمادة 4.

في القانون - المادة 4 :

تطرح القضية سؤالين، إذ ينبغي البحث أولاً ما إذا كانت السلطات النمساوية قد أوفت بالالتزامات الإيجابية في التعرف على الطالبات، كضحايا محتملين للاتجار بالبشر و تقديم المساعدة لهن : و ثانياً ما إذا كانت قد أوفت بالالتزامات الإيجابية بإجراء بحث في الجرائم المزعومة.

أ - الالتزامات الإيجابية بالتعرف على الطالبات كضحايا محتملين للاتجار بالبشر وتقديم المساعدة لهن :

بمجرد توجه الطالبات للشرطة، اعتبرن على الفور كضحايا محتملين للاتجار بالبشر وتم الاستماع إليهن من قبل شرطة مكونة تكويننا خاصا، كما تم تسوية وضعية إقامتهن في النمسا من خلال إصدار رخص للإقامة و العمل ومنع على المصلحة المركزية للحالة المدنية الكشف عن معلوماتهم الشخصية لجعل مسألة العثور عليهن من طرف الجمهور أمراً مستحيلاً.

وفي إطار الإجراءات الداخلية، استفادت الطالبات من مساعدة منظمة غير حكومية كانت تدعمها الدولة وكانت مهمتها تقديم المساعدة لضحايا الاتجار بالبشر. كما حصلت الطالبات أيضاً على مساعدة المستشار القانوني، بالإضافة إلى معلومات تتعلق بالقواعد الإجرائية ومساعدة لتسهيل اندماجهن في النمسا.

ويظهر أن النظام القانوني والإداري المعمول به في النمسا في مجال حماية الضحايا المحتملين للاتجار بالبشر كاف، زد على ذلك، فإن السلطات النمساوية اتخذت جميع التدابير التي يمكن انتظارها منها، بشكل معقول، في ظل ظروف القضية.

بعد أن أدلت الطالبات بتصريحاتهن إلى الشرطة، فتحت النيابة العامة بحثا في الموضوع وأفضل هذا البحث لأن النيابة العامة ارتأت أن الجريمة الموجهة ضد مشغلي الطالبات والتي حدثت في النمسا لا تدخل في نطاق تطبيق المقتضيات القانونية ذات الصلة.

وبالنسبة للنيابة العامة فجريمة الاتجار بالبشر المزعومة ارتكبت في الخارج، والمتهمين كانوا أجنب ولم تكن أي مصلحة مساوية عرضة للخطر. وأيدت المحكمة الجنائية الجهوية قرار إيقاف البحث، مشيرة إلى أنه لا يوجد سبب لتحريك المتابعات، فبناء على نتائج البحث، كان من المرجح البراءة أكثر من أي الإدانة، وأن القانون الدولي لم يفرض مواصلة بحث فتح بشأن وقائع ارتكبت في الخارج.

وفيما يتعلق بالالتزامات الإيجابية للنمسا، فإن السؤال المطروح هو ما إذا كانت النمسا ملزمة بالبحث في الجرائم المدعى ارتكابها في الخارج وما إذا كان البحث الذي تم إجراؤه في النمسا بخصوص هذه الوقائع كافيا. فمن الناحية الإجرائية، لا تلزم المادة 4 الدول بتولي اختصاص قضائي عالمي على جرائم الاتجار بالبشر المرتكبة في الخارج. وقد التزم، بروتوكول الأمم المتحدة لمنع وقمع ومعاقبة الاتجار بالأشخاص وبخاصة النساء والأطفال، الصمت بشأن مسألة الاختصاص. ولا تفرض اتفاقية مجلس أوروبا بشأن مكافحة الاتجار بالبشر على الدول إقامة اختصاصها سوى على الجرائم المرتكبة فوق ترابها أو ضد أحد مواطنيها.

و في هذه القضية، لم يكن على النمسا على الإطلاق، أي التزام بالبحث في تجنيد الطالبات في الفلبين أو الاستغلال اللاتي كن موضوعا له في الإمارات العربية المتحدة.

وقد تمكنت الطالبات من تقديم سرد مفصل للوقائع لشرطة مكونة تكويننا خاصا، الذين تلقوا تصريحاتهن في ثلاثين صفحة، واستنادا إلى الوقائع التي أدلت بها الطالبات، خلصت السلطات إلى أنها لا تشكل جريمة جنائية.

وعليه، فإنه بالنظر إلى الوقائع التي بلغت إلى علم السلطات ووسائل الإثبات التي تتوفر عليها لا يمكن اعتبار ما ارتأته بشأن عدم قيام للعناصر التكوينية للجريمة المعنية أمرا غير معقول.

ولم يتم إخطار السلطات إلا بعد حوالي سنة تقريبا من الأحداث التي وقعت في النمسا، في حين أن مشغلي الطالبات، غادروا النمسا منذ فترة طويلة وعلى الأرجح عادوا إلى دبي. و التدابير الأخرى التي كان بإمكان السلطات اتخاذها تقتصر على طلب المساعدة القانونية المتبادلة من الإمارات العربية المتحدة ومحاولة استجواب مشغلي الطالبات عن طريق إنابات قضائية أو إصدار مذكرة لتحديد مكان وجودهم. ولا يتوقع أن السلطات كانت قادرة، بشكل معقول، على مواجهة مشغلي الطالبات بالادعاءات المقدمة في مواجهتهم، في غياب اتفاق للمساعدة القانونية المتبادلة بين النمسا والإمارات العربية المتحدة.

هذه التدابير، التي كانت ممكنة من الناحية النظرية، يظهر أنها لم تقدم أي آفاق معقولة للنجاح. وبالتالي لم تكن هناك ضرورة لاتخاذها. و من ثم، كان البحث الذي أجرته السلطات النمساوية في قضية الطالبات كافيا لتتطلبات المادة 4 من الاتفاقية.

النتيجة: عدم الانتهاك (بالإجماع).

كما خلصت المحكمة بالإجماع إلى أنه لم يكن هناك أي خرق للمادة 3 من الاتفاقية. والواقع أن المعيار المتعلق بالالتزامات الإيجابية، التي يفرضها الجانب المسطري للمادة 3 من الاتفاقية على الدول، يشبه إلى حد كبير المعيار المطبق بموجب المادة 4. ومع ذلك، فإن المحكمة في هذه القضية قامت بإجراء تحليل شامل وفق المادة 4 ولم تعين أي خرق.

(انظر رانتسيف ضد قبرص وروسيا، 04/25965، 7 يناير 2010، ورقة المعلومات 126 : سليدين ضد فرنسا، 01/73316، 26 يوليو 2005، ورقة المعلومات 77).

رابط الملخص القانوني :

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22%3A%5B%22001-184738%22%5D%7D>

الملخص القانوني لقرار ل.
هـ. ضد اليونان
71545/12

قرار 2016.1.21 [القسم الأول]

المادة 4 الالتزامات الإيجابية

المادة 4-1 الاتجار بالبشر

قصور في اتخاذ ما يلزم بشأن إبلاغ عن إجّار بالبشر : انتهاك

الوقائع

دخلت الطالبة من أصول نيجيرية، الأراضي اليونانية سنة 2004، بمساعدة ك. أ مقابل وعد بدين قدره 40.000 يورو. و بمجرد دخولها التراب اليوناني صادر ك.أ جواز سفرها وأرغمها على ممارسة الدعارة. وقد سبق إيقافها عدة مرات من أجل الدعارة وخرق قوانين دخول وإقامة الأجانب.

و في نونبر 2006، عندما كانت رهن الاعتقال بغرض طردها، تقدمت الطالبة بشكاية في مواجهة ك.أ وزوجته د.ج لأجله، تلقت مساعدة منظمة غير حكومية نيا زوا (Nea Zoi) تستهدف دعم النساء المكروهات على الدعارة ماديا ونفسيا، والتي بقيت في اتصال معها منذ حوالي سنتين. وقد استمعت مديرة نيا زوا للطالبة وقامت بتوثيق أقوالها.

في القانون - المادة 4

أ - بالنسبة للتشريع الساري المفعول وقت الوقائع - التشريع ذي الصلة يوفر للطالبة حماية عملية وفعالة.

ب - بالنسبة لكفاية التدابير العملية المتخذة لحماية الطالبة - التاريخ الحاسم هو التاريخ الذي أكدت فيه الطالبة للشرطة كونها ضحية إجّار بالبشر. ابتداء من هذا التاريخ، استجابت المصالح الشرطة فوراً بإحالة الطالبة على المصلحة المتخصصة في قمع الاجّار.

و علاوة على ذلك، فقد تم إيقاف مسطرة الطرد المتخذ في حق الطالبة و تم منحها تصريحاً بالإقامة في الأراضي اليونانية، وفي النهاية، حصلت الطالبة على تكييف رسمي باعتبارها ضحية للاجّار بالبشر. غير أن هذا التكييف لم يتم إلا بعد انصرام حوالي تسعة أشهر على تقديم الطالبة لشكايتها، لاسيما بسبب عدم إدراج شهادة مديرة نيا زوا (NEA ZOI) بالملف في الوقت المناسب و الناجم عن إهمال السلطات الشرطة، و هي فترة لا يمكن اعتبارها معقولة.

والأكيد أن إهمال السلطات المختصة كان من الممكن أن تكون له نتائج سلبية على الوضعية الشخصية للطالبة، بالنظر إلى أن إطلاق سراحها كان من الممكن أن يطاله التأخير ويستتبع ذلك أن التأخير في الاعتراف بالطالبة كضحية للاجّار شكل عيباً جوهرياً في التدابير العملية التي يمكن للسلطات اتخاذها لحمايتها.

ج - بالنسبة لفعالية أبحاث الشرطة والإجراءات القضائية - فيما يتعلق ببراءة د.ج، و في قرار طويل من 42 صفحة وبعد أخذ شهادات عدة أشخاص متورطين في القضية بعين الاعتبار، خلصت محكمة الجنائيات إلى أن المتهم لم يجبر الطالبة على ممارسة الدعارة، ولا يمكن مؤاخذه

المحكمة بإصدار قرار تعسفي أو غير معقل تعليلا كافيا على نحو يفضي لعدم احترام الالتزام الإجرائي المنصوص عليه في المادة 4.

فيما يتعلق بمدى ملائمة أبحاث الشرطة، فإن أجهزة الشرطة استجابت لبلاغ طالبة على وجه السرعة وانتهى التحقيق الأولي في الوقت المناسب. ومع ذلك، فإن عددا من الجوانب المسطرية ليست مرضية:

أولا، رفض وكيل النيابة العامة في بادئ الأمر - و الذي لم تكن شهادة مديرة منظمة نيا زوا (Nea Zoi) تحت تصرفه - شكاية طالبة.

وبالإضافة إلى ذلك، لم تستأنف السلطات القضائية المختصة النظر في شكاية المعنية بالأمر بصفة تلقائية بعد إدراج هذه الشهادة، إذ أن طالبة هي التي عملت على مواصلة المسطرة.

وفي الأخير، لم يأمر وكيل النيابة العامة بتحريك المتابعات الجنائية إلا بحلول يونيو 2007. ولم يقدم أي تفسير لفترة توقف دامت لأكثر من خمسة أشهر. وقد ترتب عن الأعمال أو الامتناعات إطالة الفترة ما بين التبليغ عن الحالة النزاعية و تحريك المتابعات الجنائية في حق كل من (ك.أ) و (د.ج). في حين كانت هذه الفترة حاسمة للتقدم السريع للمسطرة.

ثانيا، أدت بعض أوجه القصور التي شابته البحث التمهيدي والتحقيق في القضية إلى الانتقاص من فعاليتها. وهكذا لم يتخذ أي تدبير في مواجهة ك. أ بعد معاناة غيابه عن العنوان الذي كان خاضعا للمراقبة. ومع ذلك يظهر أن تكثيف أبحاثها كان حاسما في هذه المرحلة من المسطرة، حيث سبق استدعاء د ج و هي شريكته المفترضة، من طرف الشرطة للاستماع إليها في إطار البحث التمهيدي.

ثالثا، طالبت المسطرة التمهيديّة والتحقيق تأخيرات كبيرة لم تقدم بشأنها أي تفسيرات.

وأخيرا، فيما يتعلق على وجه الخصوص ب (ك.أ) الفاعل الرئيسي المفترض لأفعال الإجار الرتيكبة إضرارا بالطالبة، لا يظهر من وثائق الملف أن السلطات الداخلية قد اتخذت مبادرات أخرى ملموسة لتحديد مكانه و تقديمه أمام العدالة سوى تسجيله في بيان الأبحاث الجنائية للشرطة.

وهكذا، و على سبيل المثال، لا يظهر من وثائق الملف أن السلطات اليونانية قد أقامت تعاوناً و اتصالاً مع السلطات النيجيرية بهدف تحديد موقع ك. أ و القبض عليه.

وتأسيسا على ما سبق، فقد كان هناك افتقار إلى السرعة في اتخاذ تدابير عملية لفائدة طالبة وأوجه قصور فيما يتعلق بالالتزامات المسطرية للدولة اليونانية تطبيقا للمادة 4 من الاتفاقية.

النتيجة : وقوع انتهاك (بالإجماع)

المادة 41 : مبلغ 12000 يورو للضرر المعنوي.

انظر أيضا الورقة الموضوعانية حول الرق والعبودية والعمل الجبري).

رابط الملخص القانوني :

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#\(/{22fulltext/22.\[/2271545/12/22\]./22documen tcollectionid2/22.\[/22GRANDCHAMBER/22./22CHAMBER/22\]./22item id/22.\[/22001-184737/22\]\)](https://hudoc.echr.coe.int/eng#(/{22fulltext/22.[/2271545/12/22]./22documen tcollectionid2/22.[/22GRANDCHAMBER/22./22CHAMBER/22]./22item id/22.[/22001-184737/22]))

الملخص القانوني لقرار م
وآخرون ضد إيطاليا وبلغاريا
40020/03

قرار 2012.7.31 [القسم الثاني]

المادة 4-1 الاتجار بالبشر

عدم كفاية الإثبات بشأن واقعة إجّار بشابة بلغارية في إيطاليا: عدم القبول

الوقائع

الطالبون. هم مواطنون بلغاريون من سلالة الروما. الطالبة الأولى هي ابنة الطالبون الثاني والثالث. و في سنة 2003 وصلت العائلة إلى إيطاليا على الأرجح للعمل في المنازل. و هناك، تزوجت الفتاة من مواطن صربي، ربما مقابل دفع الزوج المستقبلي (عدة آلاف من اليورو) لأب الزوجة. و تؤكد الأطراف المعنية أن الوالدين أجبرا على العودة إلى بلغاريا، بينما بقيت ابنتهما في إيطاليا، حيث أسبئت معاملتها وأجبرت على العمل من أجل زوجها.

وعادت الأم إلى إيطاليا وتقدمت بشكاية إلى الشرطة، كما تم تقديم شكايات أمام مختلف السلطات البلغارية والإيطالية أيضا. وقامت الشرطة بمداهمة بيت الزوج حيث عثرت على الطالبة الأولى وألقت القبض على عدة أشخاص، غير أن السلطات قررت عدم فتح أي متابعات، بعد أن خلصت إلى أن الأدلة تشير إلى أن الزواج كان رضائيا.

في القانون

المادة 3: خلصت المحكمة إلى أن إيطاليا انتهكت الجانب المسطري للمادة 3: لعدم قيام السلطات بإجراء بحث فعال في ادعاءات سوء المعاملة التي أثارها الطالبة الأولى، غير إيطاليا لم تحرق هذا المقتضى فيما يتعلق بتظلم نفس الطالبة من أن السلطات الإيطالية لم تتخذ تدابير كافية لإطلاق سراحها من أسرها المزعوم.

المادة 4: قدم أطراف النزاع روايات متباينة بشأن الوقائع، ولم تقم السلطات الإيطالية بإجراء أي بحث، والمؤسف أنه لم يكن هناك سوى عدد قليل من العناصر للبت على أساسها. وبالتالي ليس أمام المحكمة من خيار سوى الحكم على أساس الأدلة التي قدمها الطرفان.

التظلم ضد إيطاليا:

1 - الملابسات كما يدعيها الطالبون: هذه الظروف يمكن أن تفضي إلى خلق حالة إجّار بالبشر غير أنه بالنظر إلى الملف، لا توجد عناصر كافية لإثبات صحة هذا الرواية، ويستتبع ذلك أن الادعاء المتعلق بقيام حالة إجّار بالبشر لم يتم تأكيده وأن الالتزامات الإيجابية الناشئة عن المادة 4 التي تفرض معاقبة ومتابعة مرتكبي هذه الأفعال في إطار قانوني وتنظيمي ملائم غير ذات صلة.

وفيما يخص الالتزام باخذ جميع التدابير المناسبة لإنقاذ المعنية بالأمر من الخطر، فقد سبق للمحكمة أن قضت، على أساس المادة 3 أن السلطات الإيطالية اتخذت كل الإجراءات المطلوبة لإطلاق سراح الطالبة الأولى من الحالة التي وجدت فيها نفسها، أما بالنسبة للالتزام المسطري بالبحث في الحالات المحتملة للإجّار، فقد سبق للمحكمة أن استخلصت وجود خرق للمادة 3.

لفشل السلطات الإيطالية في إجراء بحث فعال في هذه القضية. ونتيجة لذلك، ليست هناك ضرورة للنظر في هذا الجانب من الطلب.

النتيجة : عدم القبول (عيب واضح في الأساس).

2 - الملابسات كما حددتها السلطات : حتى إذا افترضنا أن والد الطالبة قد حصل على مبلغ مالي في إطار الزواج المفترض، فلا يمكن وصف هذه المساهمة بأنها مكافأة مقابل نقل الملكية بشكل مائل للاستعباد. إذ أن هذا المبلغ يمكن أن يمثل بشكل جيد جداً هدية من عائلة إلى أخرى : و هو تقليد مشترك في العديد من الثقافات المختلفة. و لا يشير أي عنصر أن الطالبة الأولى خضعت " للاستعباد " أو أرغمت على " السخرة أو العمل الإلزامي ".

علاوة على ذلك، فإن المستندات الطبية، التي تم إنجازها بعد الواقعة، ليست كافية لإثبات، بما لا يدع مجالاً للشك، أن الطالبة الأولى عانت فعلياً من أي شكل من أشكال سوء المعاملة أو الاستغلال، وفقاً لمفهوم الأذى بالبشر. ودفع مبلغ من المال فقط، ليس كافياً لإثبات وجود مثل هذا الأذى، ولا يوجد ما يوحي بأن الاقتران تم لأغراض الاستغلال الجنسي أو غيره أو لغرض غير مرتبط بشكل عام بالزواج التقليدي. و لا توجد أدلة كافية أن الاقتران فرض على الطالبة الأولى، ولم تقل أبداً أنها لم توافق عليه وأكدت أنها لم تجبر أبداً على ممارسة الجنس. لذلك، وبالنظر إلى الملابسات التي حددتها السلطات، لا يثار أي إشكال على أساس المادة 4.

النتيجة : عدم القبول (عيب واضح في الأساس).

التظلم الموجه ضد بلغاريا :

إذا بدأ الأذى المزعوم في بلغاريا، فتكون المحكمة مختصة بالبحث فيما إذا كان هذا البلد قد أحترم الالتزامات التي تفرض عليه اتخاذ تدابير معينة، في حدود صلاحياته وسلطاته، لحماية الطالبة الأولى من الأذى والبحث في احتمال أنها كانت ضحية.

بالإضافة إلى ذلك، فيما يتعلق بالأذى العابر للحدود، ينبغي على الدول الأعضاء التعاون بشكل فعال مع السلطات المختصة في الدول الأخرى المعنية في إطار البحث حول الوقائع التي تحدث خارج أراضيها. غير أنه، ثبت سلفاً، حسب الملف، أنه لم يكن هناك أي أذى بالبشر.

ومن جهة أخرى، لم يتظلم الطالبتون من عدم إجراء السلطات البلغارية لأي بحث بشأن الأذى المحتمل. و ختاماً، فإن هذه الأخيرة قدمت المساعدة للطلبتين، وفي جميع الأوقات، إذ بقوا في اتصال مباشر مع السلطات الإيطالية و تعاونوا معها.

النتيجة : عدم القبول (عيب واضح في الأساس).

انظر أيضاً قضية رانتسيف ضد قبرص وروسيا، رقم 25965/04، 7 يناير 2010، ورقة معلومات رقم 126).

رابط الملخص القانوني :

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#\(f22fulltext/22:\[/2240020/03/22\],\[/22documentcollectionid/22:\[/22\]JUDGMENTS/22,\[/22DECISIONS/22,\[/22COMMUNICATEDCASES/22,\[/22CLIN/22,\[/22ADVISORYOPINIONS/22\],\[/22itemid/22:\[/22001-184739/22\]\)](https://hudoc.echr.coe.int/eng#(f22fulltext/22:[/2240020/03/22],[/22documentcollectionid/22:[/22]JUDGMENTS/22,[/22DECISIONS/22,[/22COMMUNICATEDCASES/22,[/22CLIN/22,[/22ADVISORYOPINIONS/22],[/22itemid/22:[/22001-184739/22]))

الملخص القانوني لقرار
رانتسيف ضد قبرص وروسيا –
25965/04

قرار 2010.01.07 [القسم الأول]

المادة 4

المادة 4-1 الاتجار بالبشر

الاتجار بالبشر : قابلية المادة 4 للتطبيق

عدم وضع السلطات القيرصية لنظومة ملائمة لمكافحة الاتجار بالبشر وغياب تدابير ملموسة لحماية الضحايا: انتهاك

عدم وفاء روسيا بواجبها في إجراء بحث فعال بشأن تجنيد شابة من قبل متجرين في إقليمها : انتهاك

المادة 1 الولاية القضائية للدول

نطاق اختصاص المحكمة في القضايا المتعلقة بالاتجار الدولي بالبشر

المادة 2 المادة 1-2 البحث الفعال

فشل السلطات القيرصية في إجراء بحث في جريمة قتل، خاصة فيما يتعلق برفض جمع عناصر الإثبات المطلوبة من طرف دولة أجنبية تطبيقا لاتفاقية دولية للمساعدة المتبادلة : انتهاك

الوقائع

توفيت ابنة الطالب الأنسة رانتسييفا، وهي مواطنة روسية، في ظروف غامضة، بعد سقوطها من نافذة إقامة خاصة بقبرص في مارس 2001. وقد وصلت إلى قبرص قبل أيام قليلة بتأشيرة " فنانة ملهى " لكنها تركت مكان إقامتها وعملها بعد فترة وجيزة من شروعها فيه، تاركة رسالة تشير إلى رغبتها في العودة إلى روسيا، بعد ذلك ببضعة أيام، تم العثور عليها في ملهى ليلي في ليماسول، فأخذها مسير الملهى إلى مركز الشرطة في حوالي الساعة 4:00، طالبا التصريح باعتبارها مهاجرة غير شرعية وإيداعها في السجن، فاتصلت الشرطة بسلطات الهجرة التي أمرت بعدم احتجاز الأنسة رانتسييفا وأشارت إلى أن مشغلها - المسؤول عنها - يجب أن يرافقها خارج مركز الشرطة وبصحبتها إلى مكتب الهجرة على الساعة 7 صباحا، و غادر مسير الملهى مع الأنسة رانتسييفا حوالي الساعة 5:20 صباحا وأخذها إلى شقة خاصة، حيث يقيم أيضا و تم العثور عليها ميتة حوالي الساعة 6:30 صباحا في الشارع أسفل هذه الشقة، و ذلك من درابزين الشرفة التي كان غطاء السرير مربوطا بها.

وقد خلص التحقيق الذي أجري في قبرص إلى أن الأنسة رانتسييفا توفيت في ظروف شبيهة بالحوادث، أثناء محاولتها الهروب من الشقة التي كانت فيها، ولم يكن هناك أي دليل على توافر العنصر الجرمي.

واعتبرت السلطات الروسية - عقب إعادة التشريح من جديد بعد إعادة الجثمان إلى روسيا - أن الحكم الصادر في نهاية هذا التحقيق لم يكن مرضيا و لكن السلطات القبرصية صرحت أنه نهائي ورفضت فتح أي بحث تكميلي، مادام نظرائهم الروس لم يثبتوا وجود أنشطة إجرامية.

و لم تتخذ السلطات الروسية والقبرصية أي تدابير لاستجواب الشابتين اللتين تقيمان في روسيا. وقد عملتا، حسب الطالب، مع ابنته في الملهى ويمكنهما أن تشهدا على الاستغلال الجنسي المنتشر هناك.

و في أبريل 2009، قدمت السلطات القبرصية إعلانا انفراديا اعترفت فيه بخرق المواد 2 و 3 و 4 و 5 و 6 من الاتفاقية، واقترحت تعويض الطالب وأشارت إلي أنه تم تعيين خبراء مستقلين لتسليط الضوء على ظروف وفاة الأنسة رانتسيفا وكذلك على أنشطتها المهنية وإقامتها في قبرص.

ونشر وسيط قبرص ومفوض مجلس أوروبا لحقوق الإنسان ووزارة خارجية الولايات المتحدة تقارير عن تزايد الأجار بالبشر في قبرص لأغراض الاستغلال الجنسي التجاري والدور الذي تلعبه أوساط الملاهي الليلية و"ناشيرات الفنان" في تيسير هذا الأجار.

في القانون - المادة 37 الفقرة 1 :

رفضت المحكمة طلب الحكومة القبرصية شطب القضية من الدور الخاص بها، بالنظر إلى الخطورة الخاصة للدعاءات في هذه القضية، و استفحال مشكلة الأجار بالبشر والاستغلال الجنسي في قبرص، وندرة الاجتهاد القضائي في مسألة تفسير و تطبيق المادة 4 من الاتفاقية على هذه الجرائم، و ارتأت أن احترام حقوق الإنسان بشكل عام يتطلب منها مواصلة النظر في القضية، على الرغم من الإعلان الانفرادي الذي يعترف بخرق الاتفاقية.

النتيجة : عدم شطب القضية من الدور الخاص بها (بالإجماع).

المادة 1 : الاختصاص المكاني - رفضت المحكمة الدفع الذي أثارته الحكومة الروسية بأن الوقائع المشار إليها في الطلب تخرج عن نطاق الولاية القضائية للاتحاد الروسي، وبالتالي فإنها لا تتحمل مسؤوليتها، ذلك أن الأجار المزعوم بالبشر قد بدأ في روسيا، و بالتالي فإن للمحكمة اختصاص النظر إلى أي مدى كان بإمكان الدولة اتخاذ تدابير، في حدود سيادتها الإقليمية، لحماية ابنة الطالب من المتجرين والبحث ليس فقط في مزاعم الأجار ولكن أيضا في الظروف التي أدت إلى وفاتها، لا سيما عن طريق استجواب الشهود الذين يقيمون في روسيا.

النتيجة : رفض الدفع الأولي بالإجماع

المادة 2 : أ) فيما يتعلق بقبرص

الجانب الموضوعي :

لا يجادل أحد في أن ضحايا الأجار واستغلال البشر غالبا ما يضطرون للعيش والعمل في ظروف مزرية. ويمكن أن تساء معاملتهم من قبل مشغليهم، ولكن الخطر العام لسوء المعاملة و الاعتداءات لا يمكن أن يشكل تهديدا حقيقيا وفوريا للحياة. ففي هذه القضية، حتى لو كانت الشرطة ينبغي أن تعرف أن الأنسة رانتسيفا يمكن أن تكون ضحية لهذا النوع من الأجار، فإنه لا يوجد ما يشير إلى أن تهديدا من هذا القبيل كان قائما أنه أثناء وجودها في مركز الشرطة أو أن الشرطة كان بإمكانها توقع سلسلة الأحداث الخاصة التي أدت إلى وفاتها عندما سلمتها إلى مسير الملهى.

وعليه، ليس ثمة التزام باحخاذ أي تدابير ملموسة لمنع الخطر على الحياة.

النتيجة : عدم وجود خرق (بالإجماع).

2. الجانب المسطري :

لم يكن البحث الذي أجرته السلطات القبرصية حول الوفاة كافيا من عدة جوانب : ثمة تناقضات بين الإفادات لم يتم توضيحها، ولم يتم استجواب الشهود ذوي الصلة، و لم يتم إيلاء العناية اللازمة للبحث في الأحداث التي وقعت في مركز الشرطة - لاسيما فيما ما يتعلق بمعرفة ما إذا كانت الشرطة فاسدة - و لم يتمكن الطالب من المشاركة فعليا في الإجراءات كما رفضت السلطات القبرصية عرض المساعدة المتبادلة من نظرائهم الروس التي يمكن من خلالها تلقي شهادة شاهدين مهمين. و بالنسبة للنقطة الأخيرة، أوضحت المحكمة أن الدول الأعضاء مطالبة باحخاذ جميع التدابير اللازمة والممكنة للحصول على وسائل الإثبات ذات الصلة، سواء كانت هذه الأدلة موجودة على أراضيها من عدمه، ولا سيما في حالات من هذا القبيل. حيث الدولتان المعنيتان طرفان في اتفاقية بشأن المساعدة القانونية المتبادلة في المسائل الجنائية.

النتيجة : وجود انتهاك (بالإجماع).

(ب) فيما يتعلق بروسيا :

- الجانب المسطري: لا تفرض المادة 2 وجوب تنصيب القانون الجنائي للدول الأعضاء على منحها اختصاصا قضائيا عالميا عند وفاة أحد مواطنيها خارج أراضيها. وبالتالي، لم تكن السلطات الروسية مقيدة، بأي التزام قائم بذاته، بالبحث في وفاة الأنسة رانتسييفا في قبرص، أما فيما يتعلق بواجب المساعدة القانونية المتبادلة الذي كان ملقى على عاتق روسيا باعتبارها دولة كانت توجد في إقليمها أدلة، إزاء الدولة التي تجري البحث (قبرص)، فإن السلطات الروسية لم تكن ملزمة بتلقي شهادة الشاهدين الروسيين بمبادرة منها، في غياب طلب موجه لهذا الغرض من نظرائها القبارصة.

وأخيرا، فإنه و إن اشتكى الطالب من أن السلطات الروسية لم تطلب تحريك الدعوى جنائية، فإن المحكمة لاحظت أنها استخدمت، في مناسبات عدة، الإمكانيات التي تتيحها اتفاقات المساعدة القانونية المتبادلة ذات الصلة لحث نظرائها القبارصة على الاستجابة.

النتيجة : عدم وجود خرق (بالإجماع).

المادة 4 : أ) القابلية للتطبيق - جوابا على الدفع الذي أثارته الحكومة الروسية و المرتكز على مقتضيات المادة 4، بشأن عدم مقبولية التظلم موضوعا لعدم وجود رق أو استعباد أو عمل قسري أو إلزامي. فإن المحكمة لاحظت أن الإحجار بالبشر ظاهرة عالمية شهدت تزايدا كبيرا في السنوات الأخيرة و أظهر اعتماد بروتوكول الأمم المتحدة لمنع وقمع ومعاقبة الإحجار بالأشخاص، وخاصة النساء والأطفال (" بروتوكول باليرمو ") سنة 2000 و اتفاقية مجلس أوروبا بشأن مكافحة الإحجار بالبشر سنة 2005، الانتشار الواسع النطاق لهذه الظاهرة و الاعتراف الدولي المتزايد بضرورة إحخاذ إجراءات لمكافحتها.

لذا، يتعين النظر في مدى اعتبار هذا النوع من الإحجار مخالفا في حد ذاته لروح المادة 4 و الغاية منها.

إن الأجار بالبشر. بحكم طبيعته والغرض منه يفترض ممارسة سلطات ماثلة للحق في الملكية إذ يرى المتجرون البشر كسلع قابلة للتفاوض و يتم تكليفهم بأعمال جبرية. غالبا بدون أجر أو نظير أجر هزيل. خاصة في تجارة الجنس ولكن أيضا في مجالات أخرى. ويجب عليهم أن يراقبوا عن كثب أنشطة الضحايا الذين يعملون ويعيشون في ظروف مزرية و لا يستطيعون في كثير من الأحيان الذهاب إلى المكان الذي يريدونه. ويستخدمون ضدهم العنف والتهديدات.

ولا شك في أن هذا الأجار ينتهك الكرامة الإنسانية والحريات الأساسية لهؤلاء الضحايا و لا يمكن اعتباره متوافقا مع مجتمع ديمقراطي ومع القيم المكرسة في الاتفاقية.

ولأنها ملزمة بتفسير الاتفاقية في ضوء الأوضاع الراهنة. ترى المحكمة أنه من غير المفيد النظر فيما إذا كانت المعاملة التي يدعيها الطالب مرادفة لكلمة " الرق " أو " الاستعباد " أو " العمل القسري أو الإلزامي ". بل على العكس من ذلك. يقع هذا الأجار في حد ذاته ضمن نطاق المادة 4 من الاتفاقية الأوروبية. على النحو المحدد في المادة 3 (أ) من بروتوكول باليرمو والمادة 4 (أ) من اتفاقية مكافحة الأجار بالبشر.

النتيجة : رفض الدفع الأولي (بالإجماع).

ب) الجوهر - الالتزامات الإيجابية: تبين أحكام بروتوكول باليرمو واتفاقية مكافحة الأجار بالبشر بوضوح أن تجرى الدول المتعاقدة. المزاوجة بين التدابير المتخذة. لكفيل بضمان الفعالية في مكافحة هذه الظاهرة. ونتج عن ذلك التزام إيجابي باخذ تدابير لمنع الأجار بالبشر. وحماية الضحايا الفعليين والمحتملين. ومتابعة ومعاقبة المسؤولين. و بالنسبة للنقطة الأخيرة. يتسم هذا الأجار بالخصوصية في الكثير من الحالات. لأنه لا يقتصر على إقليم الدولة الواحدة. إذ غالبا ما ينتقل الضحايا من دولة إلى أخرى و تنتشر الأدلة والشهود في بعض الأحيان في إقليم عدة دول. لهذا السبب. بالإضافة إلى الالتزام بإجراء بحث داخلي في الوقائع التي جرت في إقليمها. يقع على عاتق الدول الأعضاء أيضا. في حالات الأجار العابرة للحدود. واجب التعاون الفعال مع الدول الأخرى المشاركة في التحقيقات. لضمان استجابة عالمية عبر وطنية لهذا الأجار في بلدان الأصل والعبور والمقصد.

احترام الالتزامات من طرف قبرص :

فشلت قبرص في الوفاء بالتزاماتها بموجب المادة 4 من جانبين :

أولا. لم تضع منظومة قانونية وإدارية ملائمة لمكافحة الأجار بالبشر :

و ثانيا. لم تتخذ الشرطة أي تدابير ملموسة مناسبة لحماية الأنسة رانتسيفا. (بعد أن تم تناولها في إطار التزاماتها العامة بموجب المادة 2. فإن مسألة ما إذا كانت السلطات القبرصية قد أوفت بالتزاماتها المسطرية بالبحث في هذا الأجار لا يجب النظر فيها بشكل منفصل).

و فيما يتعلق بالنقطة الأولى. يظهر أنه على الرغم من أن النص الرسمي للتشريع الوطني في مجال الأجار لا يطرح أي إشكال. إلا أن مفوض مجلس أوروبا لحقوق الإنسان و وسيط قبرص انتقدا نظام تأشيرة " فنان الملهى ". الذي يجذب عددا كبيرا من الشابات الأجنبية إلى قبرص. حيث يواجهن خطر الأجار بهن.

و بالإضافة إلى ذلك. فإنه إذا كان من المشروع لغرض التحكم في تدفقات الهجرة أن يفرض على المشغلين إخطار السلطات. عندما تتوقف فنانة عن العمل لديهم. فإن السلطات نفسها

هي المسؤولة عن ضمان احترام الالتزامات ذات الصلة بمجال الهجرة. و تبقى التدابير التي تشجع أصحاب و مسيري الملاهي الليلية على مراقبة سلوك الفنانين و أن يكونوا مسؤولين شخصيا عنهم غير مقبولة. و تشكل مطالبة الملاك والمسيرين للفنانين المشغلين من طرفهم بضمن مصرفي لتغطية التكاليف المحتملة، ممارسة تثير القلق بوجه خاص وقد ظهرت هذه العناصر في قضية الأنسة رانتسيفا.

و عليه، فإن نظام تأشيرات الفنان لم يوفر لها حماية فعالة ضد الأجار والاستغلال.

و فيما يتعلق بالنقطة الثانية، فإنه كان على قبرص التزام إيجابي باخذ تدابير معينة لحماية الأنسة رانتسيفا، بالنظر لوجود عناصر كافية لاشتباه الشرطة، بشكل مشروع، في أنها كانت عرضة لخطر حقيقي وفوري لأن تكون موضوعا للاجار أو الاستغلال.

وقد كانت الشرطة محلا لأوجه قصور متعددة، إذ لم تجر مزيدا من الأبحاث لمعرفة ما إذا كانت السيدة رانتسيفا موضوعا للاجار، وتركتها في أيدي مسير الملهى بدل إطلاق سراحها وفشلت في واجبها القانوني بحماية الضحية.

النتيجة : وجود انتهاكات (بالإجماع).

احترام الالتزامات من طرف روسيا : لم يثبت للمحكمة أي انتهاك للمادة 4 فيما يتعلق بالالتزام الإيجابي بوضع منظومة قانونية وإدارية مناسبة واخذ تدابير حمائية، و فيما يتعلق بضرورة إجراء بحث فعال في روسيا فإن سلطات هذا البلد كانت في وضع أفضل لإجراء مثل هذا البحث فيما يخص جنيد الأنسة رانتسيفا الذي وقع في إقليم روسيا، غير أنه لم يكن هناك أي تحقيق وأصبح هذا الحرق أكثر جساما لأنها ماتت لاحقا و ملابسات مغادرتها لروسيا يحيطها الغموض.

النتيجة : وجود انتهاك (بالإجماع).

المادة 5 : إن اعتقال الأنسة رانتسيفا في مركز الشرطة و التي أعقبها تحديد إقامتها في الشقة يشكل حرمانا من الحرية. و لئن كان بالإمكان استنتاج أن اعتقالها في البداية كان بغرض مراقبة وضعيتها كمهاجرة، فإن قرار الشرطة، بمجرد أن ثبت أن أوراقها كانت سليمة، إبقائها قيد الاعتقال، ثم تسليمها لمسير الملهى ليس له أي أساس قانوني في القانون الداخلي و تتحمل قبرص مسؤولية الإقامة الجبرية للسيدة رانتسيفا في الشقة أيضا، لأنه حتى لو كانت ملكية خاصة، فإن هذا الإجراء ما كان ليمتد دون مساهمة فعالة من الشرطة. و من ثم فإن هذه الإقامة كانت في نفس الوقت تعسفية وغير قانونية.

النتيجة : انتهاك من طرف قبرص (بالإجماع).

المادة 41 : قبرص وروسيا ملزمتان على التوالي بدفع 40.000 يورو و 2000 يورو للضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني :

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#\(/{22fulltext/22;/{2225965/04/22;/{22documntcollectionid2/22;/{22JUDGMENTS/22;/{22DECISIONS/22;/{22COMMUNICATEDCASES/22;/{22CLIN/22;/{22ADVISORYOPINIONS/22;/{22itemid/22;/{22001-159246/22}\)](https://hudoc.echr.coe.int/eng#(/{22fulltext/22;/{2225965/04/22;/{22documntcollectionid2/22;/{22JUDGMENTS/22;/{22DECISIONS/22;/{22COMMUNICATEDCASES/22;/{22CLIN/22;/{22ADVISORYOPINIONS/22;/{22itemid/22;/{22001-159246/22}))

الملخص القانوني لقرار س.
م ضد كرواتيا
60561/14

قرار 2020/06/25 (ج.س)

المادة 4 الالتزامات الإيجابية البحث الفعال

المادة 4-1 الاتجار بالبشر

نُفِرت هامة في الاستجابة الإجرائية للسلطات الداخلية على تظلم مبرر بشأن الاتجار بالبشر والبقاء القسري مدعوم ببداية دليل: انتهاك

الوقائع

قدمت الطالبة شكاية جنائية ضد رجل يدعى ت.م. و هو شرطي سابق، مدعية أنه أرغمها جسديا ونفسيا على ممارسة البغاء. و اتهم الشرطي بعدئذ بإكراه الغير على البغاء، وهي الشكل المشدد لجرمة تنظيم البغاء.

و في سنة 2013، برأته المحكمة الجنائية بعله أنه على الرغم من ثبوت تنظيمه لشبكة للبقاء، قام بتجنيد الطالبة فيها، إلا أنه لم يثبت أنه أجبر هذه الأخيرة على ممارسة البغاء.

وحيث إن اتهامه فقط بالشكل المشدد لجرمة تنظيم البغاء، أفضى بالتالي لعدم إمكانية مؤاخذه بالشكل البسيط لهذه الجريمة. و رفض الاستئناف المقدم من طرف النيابة العامة ضد هذا القرار، كما تم التصريح بعدم قبول الطعن الدستوري المقدم من طرف الطالبة.

و في قرار بتاريخ 19 يوليوز 2018 (انظر ورقة المعلومات 220)، قضت إحدى غرف المحكمة، بستة أصوات مقابل صوت واحد، بأن سلطات الدولة المعنية لم تف بالالتزامات الإجرائية التي تستلزمها المادة 4. و ارتأت الغرفة، على وجه الخصوص، أنها لم تقم بإجراء بحث معمق في جميع الملابس ذات الصلة ولم تعمل على تقييم التأثير المحتمل للصدمة النفسية على قدرة المعنية بالأمر على سرد ظروف استغلالها، بشكل واضح ومتسق.

و في 3 دجنبر 2018، أحيلت القضية إلى الغرفة الكبرى بناء على طلب من الحكومة.

في القانون - المادة 4 :

أوضحت المحكمة جوانب معينة من اجتهادها القضائي المتعلقة بالاتجار بالبشر الممارس بغرض استغلال البغاء.

الاتجار بالبشر و " استغلال البغاء " وفقا لمقتضيات المادة 4

I. يندرج الاتجار بالبشر في نطاق تطبيق مقتضيات المادة 4، وهذا لا يمكن أن يستبعد، تبعا للظروف الخاصة بالقضية، إمكانية طرح نوع محدد من السلوك المرتبط بالاتجار بالبشر لإشكال معين، وفقا لمقتضى آخر من الاتفاقية:

II. لا يمكن تكبيف أي سلوك أو حالة على أنها إجّار بالبشر يقع في نطاق المادة 4، ما لم تكن العناصر المكونة للتعريف الدولي للإجّار، على النحو المنصوص عليه في اتفاقية مكافحة الإّجار وبروتوكول باليرمو، قائمة.

و تتكون جريمة الإّجار بالبشر من ثلاثة عناصر كالتالي :

1) فعل (ما يتم فعله: تجنيد أشخاص أو نقلهم أو تنقيحهم أو إيواؤهم أو استقبالهم) :

2) الوسائل (كيف ارتكب الفعل: بواسطة التهديد بالقوة أو استعمالها أو غير ذلك من أشكال القسر أو الاختطاف أو الاحتيال أو الخداع أو استغلال السلطة أو استغلال حالة استضعاف، أو بإعطاء أو تلقي مبالغ مالية أو مزايا لنيل موافقة شخص له سيطرة على شخص آخر لغرض الاستغلال) :

3) هدف الاستغلال (لماذا ارتكب الفعل: ويشمل الاستغلال، كحد أدنى، استغلال دعارة الغير أو سائر أشكال الاستغلال الجنسي، أو السخرة أو الخدمة قسرا، أو الاسترقاق أو الممارسات الشبيهة بالرق، أو الاستعباد أو نزع الأعضاء).

إن الجمع بين هذه العناصر التكوينية الثلاث ضروري لقيام جريمة الإّجار ضد الضحايا البالغين.

وفي هذا الصدد، وبموجب المادة 4، ينطبق مفهوم الإّجار بالبشر على جميع أشكال الإّجار بالبشر، سواء كانت وطنية أو عبر وطنية ومرتبطة بالجريمة المنظمة أم لا.

III. يستهدف مفهوم " العمل القسري أو الإجباري " وفقا للمادة 4، توفير الحماية من حالات الاستغلال الجسيم، كما هو الشأن بالنسبة لحالات البغاء القسري، بصرف النظر عن معرفة ما إذا كان حدوثها، تبعا للظروف الخاصة بالقضية، يندرج في السياق الخاص بالإّجار بالبشر من عدمه.

و قد يحتوي مثل هذا السلوك على عناصر تسعف في تكبيفه بأنه " عبودية " أو " رق " بالمعنى المقصود في المادة 4، أو إثارة إشكال من زاوية مقتضى آخر من الاتفاقية.

وفي هذا السياق، يمكن أن تشمل " القوة " أشكالا معقدة من سلوك الإكراه المشار إليها في الاجتهاد القضائي للمحكمة و المتعلق بالمادة 4 وكذلك في وثائق منظمة العمل الدولية (ILO) و نصوص دولية أخرى :

IV. إن النقطة المتعلقة بمعرفة ما إذا كانت حالة معينة تستجمع العناصر التكوينية لـ " الإّجار بالبشر " و / أو تغير إشكالا منفصلا يخص الدعارة القسرية هي مسألة واقع يجب النظر فيها في ضوء جميع الظروف ذات الصلة بالقضية المعروضة.

نطاق الالتزامات الإيجابية التي تقع على عاتق الدول في مجال مكافحة الإّجار بالبشر والإكراه على البغاء.

لقد تم استعراض طبيعة ونطاق الالتزامات الإيجابية الناشئة عن المادة 4 في مجال الإّجار بالبشر والبيغاء القسري بشكل شمولي في قرار رانتسيف ضد قبرص وروسيا:

(1) الالتزام بوضع نظام تشريعي وإداري لمنع و معاقبة الأجار:

(2) الالتزام، في ظروف معينة، بإخاذ تدابير عملياتية لحماية ضحايا الأجار الفعليين أو المحتملين :

(3) التزام إجرائي بالبحث في الحالات المحتملة للأجار.

وعموما، يمكن تكييف العنصرين الأولين للالتزامات الإيجابية على أنهما جوهريان، في حين أن العنصر الثالث يطابق الالتزام "الإيجابي" المسطري الذي يقع على عاتق الدول.

ومن جهة أخرى، وبالنظر إلى التقارب المفاهيمي بين الأجار بالبشر والبقاء القسري وفقا لمقتضى المادة 4، تعتبر المحكمة أن المبادئ ذات الصلة في حالات الأجار بالبشر قابلة للتطبيق أيضا في حالات البقاء القسري.

الالتزامات الإجرائية للدول في مجال مكافحة الأجار بالبشر والإكراه على البقاء.

توفر عادة المبادئ المتقاربة للالتزام الإجرائي الناشئ عن المادتين 2 و 3 من الاتفاقية، و منذ قضية سيليادين (Siliadin) ضد فرنسا، إيضاحات عن المحتوى الخاص للالتزام الإجرائي الذي تفرضه المادة 4، ولا يوجد سبب لمراجعة هذه المقاربة الراسخة.

و تبعا لذلك تسري هذه المبادئ على حالات البقاء القسري، و كما أشارت المحكمة لذلك في قرار سيليادين (Siliadin)، يجب أن تشكل العيوب المحتملة في المسطرة وعملية اتخاذ القرار ذي الصلة ثغرات هامة ليثار إشكال في ضوء المادة 4.

وبعبارة أخرى، فإن المحكمة ليست مطالبة بالبت في ادعاءات تخص أخطاء أو امتناعا محددة، بل فقط الاختلالات الهامة، أي تلك التي من شأنها إضعاف قدرة البحث على تحديد ملامسات القضية أو المسؤوليات.

بشأن النقطة المتعلقة بمعرفة ما إذا كانت ظروف القضية الحالية تثير إشكالا بموجب المادة 4 من الاتفاقية.

الأكد أنه على الرغم من أن الطالبة منحت صفة ضحية محتملة للأجار، إلا أن هذا الاعتراف الإداري لا يؤكد أن العناصر التكوينية لجريمة الأجار بالبشر وقع التثبت من قيامها. فهذه المسألة يتم حلها في إطار الإجراءات الجنائية اللاحقة.

وفي هذا الصدد، تشير المحكمة كذلك إلى ضرورة حماية حقوق المشتبه فيهم أو المتهمين، ولا سيما الحق في قرينة البراءة والضمانات الأخرى لمحاكمة عادلة، الناشئة عن المادة 6 من الاتفاقية.

و عندما يكون تظلم الطالبة ذو طبيعة إجرائية في الأساس، كما هو الشأن في هذه القضية، يجب على المحكمة البحث فيما إذا كان يمكن اعتبار، في ظل ظروف القضية، أن الطالبة قدمت تظلمها مبررا بشأن المعاملة المحظورة أو ما إذا كانت هناك بداية دليل) أدلة أولية كافية لإثبات الواقعة إلى أن يثبت العكس) تشير إلى أنها قد تعرضت لمعاملة من هذا القبيل.

و بشأن هذه النقطة، و من أجل تحديد ما إذا كان الالتزام الإجرائي قد نشأ تجاه السلطات الداخلية، ينبغي الاستناد على الظروف، كما تم عرضها وقت تقديم الادعاءات المعنية أو أثناء

عرض بداية الدليل حول معاملة مخالفة لمقتضيات المادة 4 على أنظار السلطات، وليس على استنتاج تم التوصل إليه لاحقاً. عقب انتهاء البحث أو الإجراءات المعنية. وينطبق هذا المبدأ بشكل خاص عندما يدعى أن عيوباً هامة شابته النتائج والإجراءات الداخلية المعنية.

و أفضى البحث التمهيدي الذي أجرته الشرطة على أساس ادعاءات الدعارة القسرية التي قدمتها طالبة إلى تفتيش منزل ت.م (TM) وتفتيش سيارته، فعثرت خلاله الشرطة على واقيات ذكورية، بندقيتين أوتوماتيكيتين و ذخائرهما وقنبلة يدوية وعدد من الهواتف المحمولة.

وعلاوة على ذلك، أثبت هذا البحث التمهيدي أن ت.م، الذي تم تكوينه كشرطي، قد أدين بالفعل من أجل القوادة باللجوء إلى الإكراه ومن أجل الاغتصاب.

و فيما يتعلق بالعناصر التكوينية للاجترار بالبشر، جدر الإشارة إلى أن ت.م (TM) تواصل مع طالبة على شبكة الفايسبوك (Facebook) ووعدها بأن يجد لها عملاً، وهي إحدى الطرق المعروفة التي يلجأ إليها المتجربون لتجنيد ضحاياهم.

و بالإضافة إلى ذلك، فإن ادعاءات طالبة التي تفيد أن ت.م (TM) قد اتخذ الترتيبات اللازمة لتقديمها خدمات جنسية مسعرة، حيث إنه وجد لها سكناً وقام بترتيبات أخرى تشير إلى عنصر الإيواء، وهو أحد "الأفعال" التكوينية الممكنة للاجترار.

و من جهة أخرى، فيما يتعلق بالوسائل المستخدمة، اعترف ت.م (T.M) باستخدام القوة ضد طالبة في إحدى المرات وأقرضها المال، مما يثير احتمال وجود إشكالية عبودية الدين.

وأخيراً، فالأكيد أن الوضعية الشخصية للطالبة تشير إلى أنها كانت تنتمي إلى فئة هشّة، بينما وضع وتاريخ ت.م (TM) يفيد أنه كان في وضع استطاع من خلاله ممارسة السيطرة على طالبة و استغلال هشاشتها لغرض استغلال البغاء.

و خلاصة القول، قدمت طالبة ادعاء مبرراً بشأن معاملة تتعارض مع المادة 4 من الاتفاقية – الاجترار بالبشر و / أو البغاء القسري – وكانت هناك بداية دليل تشير إلى أنها كانت عرضة لمعاملة من هذا القبيل.

احترام الالتزام الإجرائي الناشئ عن المادة 4 من الاتفاقية

استجابت سلطات المتابعة على وجه السرعة لادعاءات طالبة، لكنها أهملت في جثها بعض المسارات الواضحة التي كانت ستسلط الضوء على ملابسات القضية وعلى الطبيعة الحقيقية للعلاقة القائمة بين الطرفين. و على الرغم من وجود عناصر تشير إلى أن ت.م (TM) قد استخدم الفايسبوك (Facebook) لتجنيد طالبة ثم لتهديدها بعد أن تركته، فقد أهملت السلطات فحص حساباتهما، في حين أن قيامها بذلك من شأنه تخديد الطبيعة الحقيقية لاتصالها الأولى وعلافتها، و ستسعف على وجه الخصوص في تخديد ما إذا كانت هذه التهديدات تنطوي على استخدام الإكراه من جانب ت.م (TM) و لم يسعوا كذلك للحصول على شهادة والدي طالبة، بينما يبدو أن الأم كان لديها سابقاً اتصال ومشاكل مع ت.م (TM). و هذا الأمر سيتم استخدامه لاحقاً للضغط على طالبة وتهديدها. كما لم تسعى سلطات المتابعة أبداً إلى التعرف على الجيران و الاستماع إليهم و كذا مالكة الشقة التي عاشت فيها طالبة مع ت.م (TM) والذين بإمكانهم إخبارهم عن العلاقة القائمة بين

الطالبة و ت.م (TM) و ما إذا كانت المعنية بالأمر موجودة تحت سيطرة ت.م (TM) في ذلك الوقت.

علاوة على ذلك، كانت المالكة ستوضح ظروف التي تم فيها استئجار هذا السكن. إذ أنها تولت في الواقع كل ما يتعلق بعملية الإيجار، والذي من شأنه أن يساهم في إثبات وجود فعل محتمل " للإيواء " (أحد العناصر التكوينية للإيجار بالبشر).

زد على ذلك، فإنه لم يتم الاستماع للأشخاص الذين بإمكانهم تقديم تفاصيل عن كيفية هروب الطالبة من ت.م (T.M).

وقد اعتمدت سلطات المتابعة إلى حد كبير على تصريحات الطالبة، و اختزلت فعلياً الإجراءات القضائية اللاحقة في المواجهة بين ادعاءات الطالبة وإنكار ت.م (TM)، دون تقديم العديد من العناصر التكميلية، و بشأن هذه النقطة، و كما لاحظ خبراء المنظمات الدولية بشأن هذه المسألة، فإن أسباب مختلفة تفسر لماذا يتردد ضحايا الإيجار بالبشر وأشكال الاعتداء الجنسي في بعض الأحيان في التعاون مع السلطات والكشف عن جميع تفاصيل قضيتهم.

و في هذا السياق، لا ينبغي تجاهل الأثر المحتمل للصدمة النفسية، وبالتالي، هناك خطر في الاعتماد المفرط على شهادة الضحية وحدها، الأمر الذي يستدعي الاستيضاح، وإذا لزم الأمر دعم تصريحات الضحية بالارتكاز على عناصر أخرى.

إن أوجه القصور المتعددة في سير القضية من قبل سلطات المتابعة أضعفت أساساً قدرة السلطات الداخلية، بما في ذلك المحاكم المختصة، على تحديد الطبيعة الحقيقية للعلاقة القائمة بين الطالبة و ت.م و التثبت مما إذا كان هذا الأخير قد استغل الطالبة كما ادعت.

و خلاصة القول، فإن اختلالات هامة شابت الاستجابة الإجرائية للسلطات الداخلية على تظلم ميرر بشأن معاملة مخالفة للمادة 4 من الاتفاقية وعلى بداية دليل يشير إلى أنها خضعت لمعاملة من هذا القبيل.

الخلاصة: وقوع انتهاك (بالإجماع)

المادة 41: 5000 يورو للضرر المعنوي.

(انظر بخصوص المادتين 2 و 3: ماكاراتزيس ضد اليونان (ج.س)، 50385/99، 20 دجنبر 2004، ورقة معلومات 70 : ناتشوبا وآخرون ضد بلغاريا (ج.س)، 98/43577 و 98/43579، 6 يوليو 2005، ورقة معلومات 77 : بيغانوفيتش ضد كرواتيا، 25.06/46423، 25 يونيو 2009، ورقة معلومات 120 : دينيس فاسيلييف ضد روسيا، 17.04/32704، 17 دجنبر 2009، ورقة معلومات 125 : حسن ضد المملكة المتحدة (ج.س)، 29750/09، 16 سبتمبر 2014، ورقة معلومات 177 : موكانو وآخرون ضد رومانيا (ج.س)، 09/10865، 17 سبتمبر 2014، ورقة معلومات 177 : بويد ج. بلجيكا (ج.س)، 28.09/23380، 28 سبتمبر 2015، ورقة معلومات 188 : أرمانى دا سيلفا ضد المملكة المتحدة (ج.س)، 30.08/5878، 30 مارس 2016، ورقة معلومات 194 : وهوفانيسيان ضد أرمينيا، 13/18419، 19 يوليو 2011، ورقة معلومات 220.

انظر أيضاً فيما يتعلق بالمادة 4: سليادين ضد فرنسا، 26.01/73316، 26 يوليو 2005، ورقة معلومات 77 : رانتسيف ضد قبرص وروسيا، 7.04/25965، 7 يناير 2010، ورقة معلومات 126 : م

وأخرون ضد. إيطاليا وبلغاريا، 40020/ 03. 31 يوليو 2012. ورقة معلومات 154 : سي إن ضد المملكة المتحدة. 4239/ 08. 13 نونبر 2012. ورقة معلومات 157 : ل.ه ضد اليونان. 12/71545. 21 يناير 2016. ورقة معلومات 192 : جي و آخرون ضد النمسا. 12/58216. 17 يناير 2017. ورقة معلومات 203 : شودري وآخرون ضد. اليونان. 15/21884. 30 مارس 2017. ورقة معلومات 205 : وفيما يتعلق بالمادة 6: سشاتسشاسشوبلي ضد. ألمانيا (ج.س). 10/9154. 15 دجنبر 2015. ورقة معلومات 191 : واتفاقية منظمة العمل الدولية بشأن العمل الجبري (رقم 29).

الملخص القانوني لقرار ت
أ س ضد بلجيكا
44614/06

قرار 2009.5.12 [القسم الثاني]

المادة 1 من البروتوكول رقم 1

المادة 1 الفقرة 2 من البروتوكول رقم 1 " تنظيم استخدام الممتلكات "

مصادرة مبنى استخدم في ارتكاب جريمة تتعلق بالأجّار بالبشر واستغلال أجنب في وضعية هشاشة: عدم القبول

تمت متابعة الطالب أمام المحكمة الجنحية من أجل " الإساءة إما بشكل مباشر أو من خلال وسيط، لعدة أجنب في وضعية هشاشة خاصة، بسبب وضعيتهم الإدارية أو غير القانونية أو غير المستقرة، من خلال تأجير ممتلكات عقارية و غرف أو أي مبنى آخر بقصد تحقيق ربح غير عادي ". وتمت إدانته و الحكم عليه بالحبس لمدة سنة واحدة وغرامة و تم الأمر بمصادرة العقارات التي يملكها الطالب وزوجته.

وأدانته محكمة الاستئناف بالحبس ثلاث سنوات وغرامة وأمرت بمصادرة الغرف وغيرها من الأماكن التي قام المتهم بتأجيرها للأجنب والمدرجة في ملف التحقيق. و للوصول إلى هذه النتيجة، أثار محكمة الاستئناف أن المصادرة الخاصة المشار إليها في المادة 42 (1) من القانون الجنائي، و التي كانت اختيارية فيما سبق، أصبحت إلزامية بموجب المادة 433 مكرر من نفس القانون.

و لتحديد طبيعة ومقدار العقوبة التي سيتم تطبيقها، أخذت محكمة الاستئناف بعين الاعتبار بصفة خاصة خطورة الوقائع و طابعها الشنيع و التي تعكس من جانب المتهم جاهلا غير مقبول للقيم والكرامة الإنسانية و الطبيعة الجشعة لسلوك المتهم، وطول فترة الجريمة وكذلك السوابق القضائية الثقيلة للمتهم، ورفضت محكمة النقض الطعن الذي تقدم به الطالب.

عدم القبول: المصادرة المتنازع عليها، تشكل دون شك، تدخلا في تمتع الطالب بحقه في احترام ممتلكاته، غير أن المصادرة التي مست الممتلكات والتي تحققت المحاكم من استخدامها بشكل غير قانوني، كان القصد منها تجنب استخدام عقار الطالب في ارتكاب جرائم أخرى إضرارا بالمجتمع، وبالتالي، فإنه على الرغم من أن التدبير المعني قد أفضى إلى الحرمان من الملكية، فإنه يندرج في إطار تنظيم استخدام الملكية بالمعنى الوارد في الفقرة الثانية من المادة 1 من البروتوكول رقم 1.

وعليه، فهذا التدخل سعى لتحقيق هدف مشروع يتجلى في مكافحة الأجّار بالبشر واستغلال الأجنب في وضعية هشاشة، وهو ما يتوافق مع المصلحة العامة، و في مجال مصادرة الممتلكات التي يتم استخدامها بشكل غير قانوني، فإن التوازن بين هذا الهدف والحقوق الأساسية للطالب يرتبط بعدة عوامل، بما فيها تصرف المالك، لذا يجب البحث فيما إذا كانت السلطات البلجيكية قد نظرت في درجة خطأ أو حرص الطالب أو على الأقل العلاقة بين سلوكه والجريمة التي وقعت.

بالإضافة إلى ذلك، يجب مراعاة المسطرة التي تم إجراؤها في إطار النظام القانوني الداخلي لتقييم ما إذا كانت تتيح للطالب، مع مراعاة خطورة التدبير المتخذ، فرصة ساحة لعرض

قضيته أمام السلطات المختصة، مدعيا. عند الاقتضاء، انتهاك المشروعية أو وجود تصرفات تعسفية أو غير معقولة.

و في هذا الصدد، يلاحظ بداية أن المادة 433 مكرر الفقرة 2 من القانون الجنائي تجعل من الإجباري مصادرة الممتلكات التي تشكل موضوع جريمة في الحالات التي تشير إليها مواد معينة أخرى من نفس القانون، والتي تشمل زجر أولئك الذين يرتكبون جرائم من قبيل تلك التي أفضت إلى إدانة الطالب في هذه القضية. ثم إن المصادرة المتنازع عليها، لم يتم تقييدها بموجب السلطة التقديرية للجما، بل كانت في إطار القانون الجنائي. ومع ذلك، فإنه في إطار المصادرة كعقوبة، يجب أن يكون صاحب الممتلكات المصادرة قادرا على أن يدفع ببراءته، وإلا فإن التوازن العادل بين حماية الحق في احترام الممتلكات ومتطلبات المصلحة العامة لم يتم احترامه.

و في هذه القضية، تمت متابعة الطالب أمام المحكمة الجنحية لليج من أجل " الإساءة إما بشكل مباشر أو من خلال وسيط، لعدة أجانب في وضعية هشاشة، خاصة بسبب وضعيتهم الإدارية أو غير القانونية أو غير المستقرة، من خلال تأجير ممتلكات عقارية وغرف أو أي مبنى آخر بقصد تحقيق ربح غير عادي " .

زد على ذلك، فإن محكمة الاستئناف لم تقتصر، بشكل مبرر، على التطبيق التلقائي لأحكام المادة 433 مكرر من القانون الجنائي في قضية الطالب، و إنما علقت قرارها بالإدانة، بشكل مطول، مع تسليط الضوء على خطورة السلوك المستهجن للطالب.

و لتحديد طبيعة ومقدار العقوبة التي سيتم تطبيقها، أخذت محكمة الاستئناف بعين الاعتبار بصفة خاصة خطورة الوقائع و طابعها الشنيع و التي تعكس، من جانب المتهم، جاهلا غير مقبول للقيم والكرامة الإنسانية، و الطبيعة الجشعة لسلوك المتهم، وطول فترة الجريمة وكذلك السوابق القضائية الثقيلة للمتهم، وأمرت محكمة الاستئناف بمصادرة العقارات المحجوزة والتي استخدمت في ارتكاب الجريمة، ومع ذلك اقتصر على الغرف والمباني الأخرى التي تم كرائها للأجانب والمدرجة في ملف التحقيق، وأمرت في الأخير برد باقي أدوات الاقتناع الأخرى التي تم حجزها لحاجيات البحث.

و في هذه الظروف، و مراعاة لهامش التقدير الذي يعود إلى الدول عندما تنظم " استخدام الممتلكات وفقا للمصلحة العامة "، لا سيما في إطار سياسة تهدف إلى مكافحة الظواهر الإجرامية، فإن التدخل في حق الطالب في احترام ممتلكاته لم يكن غير متناسب مع الهدف المشروع المتوخى تحقيقه : عيب واضح في الأساس.

رابط القرار :

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#\(/{22fulltext/{22:\[/2244614/06/22\]},/22documentcollectionid2/{22:\[/22JUDGMENTS/{22,/\[22DECISIONS/{22,/\[22COMMUNICATEDCASES/{22,/\[22CLIN/{22,/\[22ADVISORYOPINIONS/{22},/22itemid/{22:\[/22001-184741/22\]}\)](https://hudoc.echr.coe.int/eng#(/{22fulltext/{22:[/2244614/06/22]},/22documentcollectionid2/{22:[/22JUDGMENTS/{22,/[22DECISIONS/{22,/[22COMMUNICATEDCASES/{22,/[22CLIN/{22,/[22ADVISORYOPINIONS/{22},/22itemid/{22:[/22001-184741/22]}))

